

**MUNICIPALES
À TOULOUSE
4 PAGES DE
REPORTAGE**

**BARDELLA
CINQ MOIS POUR
ÊTRE AUSSI BON
QUE CHIRAC**

**RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE
MÊME LES ESPIONS
PANIQUENT**

**L'ARMÉE
RECRUTE
TIENS, VOILÀ
DU BOULOT!**



EN KIOSQUE

CHARLIE HEBDO

18 FÉVRIER 2026 / N° 1752 / 3,50 €

LFI



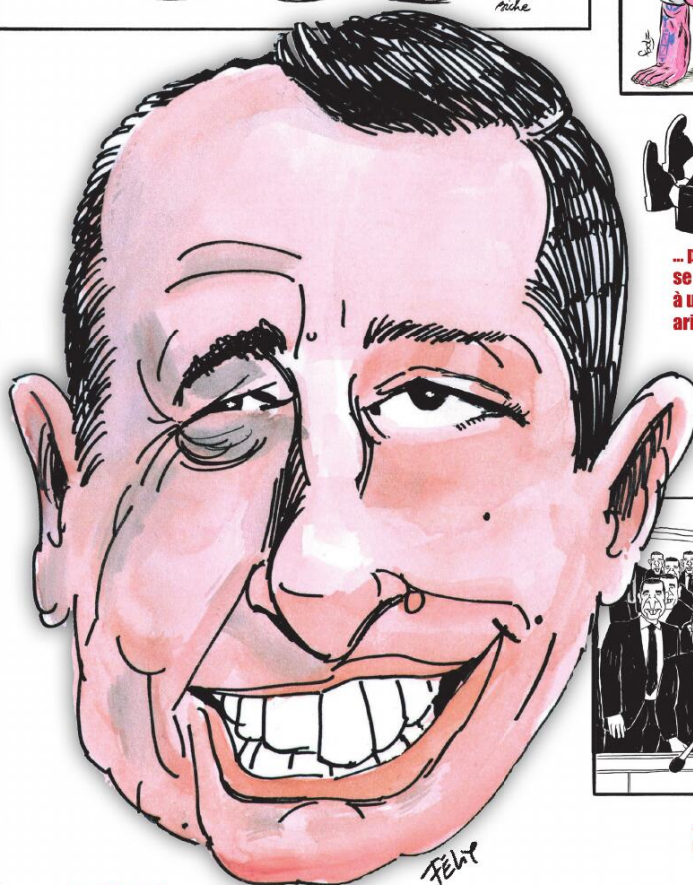
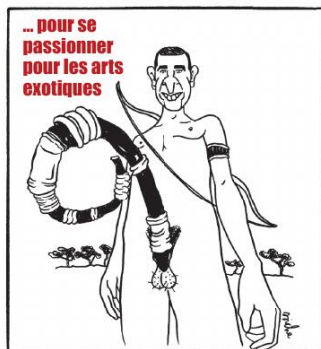
**LES MAINS
DANS LE CAMBOUÏS**

W1752 FRANCE MÉTRO 3,50 € - BEL 4,00 € - LUX 4,20 € - CH 5,90 CHF - D 4,80 € - ESP/PT/PORT CONT 4 € - DOMIA 4,80 € - GUA 5,50 € - CALA 8,80 YPF - INVA 7,90 YPF - CANA 6,99 \$ CAD



BARDELLA ENCORE CINQ MOIS... ... POUR ÊTRE AUSSI BON QUE CHIRAC

En juillet, Marine Le Pen sera fixée sur son éventuelle inéligibilité. Il reste donc cinq mois à Bardella pour enfiler le costume de Chirac et entamer une irrésistible ascension vers le sommet de l'État.



LE CRÉTINISME DE LA SEMAINE

LE FACHO EST DANS LE PRÉ

KARINE LE MARCHAND nous raconte sa découverte de la capitale : « J'ai vu le RER arriver. J'ai vu tous ces Noirs et tous ces musulmans, ces Arabes qui sortaient. Des gens qui avaient des têtes que je n'avais pas l'habitude de voir. [...] Je n'ai pas pu m'empêcher d'avoir un peu peur » (CNews, 9/2). C'est pas ça qui va inciter Sarah Knafo à prendre le métro.

DÉCROISSANCE

SARAH KNAFO, à qui on demande le prix du passe Navigo (1000 euros par an) : « annuel, 52 euros » (BFMTV, 8/2). C'est bien ce qu'on disait, Sarah Knafo ne prend pas le métro.

BORN AGAIN

PASCAL PRAUD nous raconte sa naissance : « Au bout de huit jours, j'étais couvert de pustules, mes parents qui étaient assez croyants ont appelé le pédiatre, qui leur a dit : "Est-ce que votre enfant est baptisé ?" [...] Ma mère est descendue avec moi le bébé dans ses langes [...]. J'ai été baptisé en catastrophe, le lendemain, j'ai eu l'extrême-onction... Ça laisse des traces » (Europe 1, 12/1). Effectivement, il a été baptisé un peu trop près du bénitier.

DERNIÈRE GOUTTE

ROBERT F. KENNEDY JR., de plus en plus ministre de la Santé, explique qu'il a continué à assister à des réunions en personne pendant le confinement du Covid : « Je n'ai pas peur des microbes, tu sais, je sniffais de la cocaïne sur la cuvette des toilettes » (X, 12/2). Si c'était après le passage de Trump, ça devait bien défoncer...



GRAND REMPLACEMENT

THOMAS SEITER, viticulteur heureux : « Aujourd'hui, il faut être sincère, on produit des meilleurs vins qu'il y a vingt-cinq ans parce qu'on n'a pas de problème à atteindre nos maturités. On a certains problèmes qu'on ne rencontre pas, parce que le climat a évolué » (Europe 1, 9/2). Maintenant, on fait d'excellents vins du Maroc en Alsace.

EXPENDABLES

CHARLES CONSIGNY, avocat à la télé : « On devrait faire comme les Américains au Venezuela. Faut envoyer nos forces spéciales et on récupère Gleizes » (RMC, 13/2). Ça risque surtout de faire plus de monde à récupérer après...

ATOMES CROCHUS

J. D. VANCE, témoin de moralité : « Il est clair qu'Epstein détestait Trump, et que Trump n'appréciait pas Epstein. N'est-ce pas un signe positif concernant

Trump quand l'une des pires personnes au monde pense qu'il est un mauvais garçon ? » (X, 11/2). Il avait surtout trop de poils pour lui.

ANSCHLUSS

ALEXANDER VAN DER BELLEN, le président autrichien : « Face à la montée de l'islamophobie, nous pourrions être amenés à demander à toutes les femmes de porter le foulard en signe de solidarité avec celles qui le font pour des raisons religieuses » (X, 11/2). Et voilà, l'extrême droite revient en Autriche...

À L'ANCIENNE

J. D. VANCE, Prix Nobel adjoint : « Si le peuple iranien veut renverser le régime, c'est son choix. Ce sur quoi nous nous concentrons actuellement, c'est le fait que l'Iran ne peut pas posséder l'arme nucléaire » (X, 11/2). Les mollahs vont être obligés de massacrer leur peuple à la main.

KARAOKÉ

JEAN-LUC MÉLENCHON, expliquant qu'il avait des difficultés à chanter La Marseillaise, aux paroles trop violentes : « Une copine m'a dit : "Si tu veux que ça passe, t'as qu'à penser que t'es en train de chanter ça à Gaza." C'est elle qui a raison. Ceux qui viennent jusque dans nos bras, etc. Alors, ça m'a mis à l'aise » (Le Figaro, 12/2). Et le 7 Octobre, il chantait Le Chant des partisans.

Édito

La dernière digue



RISS

Samedi dernier, à Lyon, un jeune militant d'extrême droite est décédé après avoir été tabassé par des antifas. Antifa, pour les profanes, ça veut dire antifasciste. Cette fois encore, pour nous, il n'y aura pas de « oui mais ». On se souvient des « oui mais » qui avaient poussé comme des champignons après la pluie dans les jours qui suivirent l'attentat du 7 janvier 2015 contre Charlie Hebdo. Il y a toujours eu à gauche des voix pour s'accommoder de la violence, pour lui trouver des explications qui sont en réalité des justifications. À l'époque, Virginie Despentes s'était fendue d'un texte où elle déclarait admirer les frères Kouachi : « J'ai aimé aussi ceux-là qui ont fait lever leurs victimes en leur demandant de décliner leur identité avant de viser au visage. J'ai aimé aussi leur désespoir. Leur façon de dire - vous ne voulez pas de moi, vous ne voulez pas me voir, vous pensez que je vais vivre ma vie accroupi dans un ghetto en supportant votre hostilité sans venir gêner votre semaine de shopping sales ou votre partie de golf [...] ». Un discours qui se voulait « social », qualificatif qui, selon certains, autorise tout et fait de la lutte des classes une guerre aussi contre les individus. Ce genre de connerie, ça plaît toujours et nul doute que le meurtre de ce militant d'extrême droite doit démentir certains de laisser libre cours à leur lyrisme prétendument antifasciste. Mais nous sommes en période d'élections et il faut contrôler ses troupes et éviter des dérapages verbaux qui pourraient refroidir de futurs électeurs. En bon tacticien, Mélenchon a donc immédiatement condamné ce tabassage meurtrier.

Cette mort rappelle que les mots peuvent tuer. Utiliser le mot « fasciste » à tout bout de champ peut donner l'impression qu'il est légitime de liquider des gens puisqu'ils sont fascistes et qu'ils sont donc des dangers mortels pour la démocratie. La surenchère verbale des partis extrémistes, de droite comme de gauche, met régulièrement en ébullition l'Assemblée nationale et les réseaux sociaux. « Grand remplacement », « fascisme », ce vocabulaire fait naître l'idée qu'il faudra un jour régler les problèmes non plus par des lois mais physiquement, à l'image de la police de l'immigration, l'ICE de Trump, qui a déjà plusieurs morts à son tableau de chasse.

Une mort qui rappelle que les mots peuvent tuer

En mai 2016 s'étaient tenues à Béziers les rencontres « Oz ta droite ! », organisées par le maire de la ville, Robert Ménard. Un des intervenants, l'avocat Thibault de Montbrial, avait esquissé une solution pour régler les problèmes liés à l'immigration : « Il faut réfléchir au cadre légal pour que le citoyen puisse se défendre, mais pas n'importe comment. Malheureusement, en France, il n'y a aucune culture de l'arme. [...] Reprendre les territoires perdus de la République, ça coûtera plusieurs centaines ou plusieurs milliers de morts... » La salle avait repris en chœur : « ET ALORS ? ».

L'extrême droite, parfois rebaptisée droite extrême ou droite dure, est autant obsédée par la violence que l'extrême gauche. Le sentiment d'impuissance à changer la société par la loi est peut-être en train de faire sauter une digue, celle de la violence. Pour les extrêmes, elle seule permettra d'atteindre leurs objectifs politiques. Après les attentats de janvier 2015, on pouvait craindre de voir un fanatique entrer dans une mosquée et faire un carnage, en proclamant qu'il voulait venger Charlie Hebdo. À l'image des deux frères Kouachi qui étaient sortis des locaux du journal en criant qu'ils avaient « vengé le prophète Mahomet ». À part une attaque à Bayonne contre une mosquée et qui fit deux blessés, il n'y eut fort heureusement pas de tuerie contre des musulmans en France. Comme si les Français avaient été témoins par tous ces massacres et qu'ils ne voulaient plus en vivre d'autres. Onze ans après, on a l'étrange pressentiment que cette crainte s'est évanouie et que recourir à la violence pour faire avancer ses idées n'est plus un tabou. ●

1. À lire dans le numéro 1467 de Charlie Hebdo.
2. Reportage dans le numéro 1245 de Charlie Hebdo.

HORS-SÉRIE EN KIOSQUE

LES CRÉTINS DE L'ACTU 2025 La bêtise s'envole

Si vous vous êtes lancés dans le carême rédempteur du Dry January mais que l'ivresse vous manque, Charlie vous offre, pour démarrer 2026 du bon pied, un coma éthylrique par procuration en compagnie des héros hebdomadaires du « Crétinisme » : Sébastien Delogu, Pascal Praud, Ségolène Royal, Louis Sarkozy, Donald Trump... Ils sont tous là, réunis dans ce hors-série, pour vous offrir leurs plus belles réflexions sur l'actualité.

• 80 pages, 9,50 euros.



ON A REÇU ÇA

Bonne blague

[...] Je suis habitante de Monistrol-sur-Loire, deuxième plus grande ville de Haute-Loire, où Christelle Michel, suppléante de Duplomb, présente une liste pour les municipales. [...] Le plus hypocrite, c'est qu'elle a fait une vidéo de présentation où elle indique « être passionnée par le développement durable ». J'ai pensé que cet humour noir de sa part pourrait vous intéresser...

Céline V.

Message aux indignés

Cela fait très longtemps que je suis tout ce que vous rédigez et dessinez. Pourtant, j'ai failli m'éloigner de vous quand j'ai vu les dessins sur le procès Mazan et le dernier en date sur le feu en boîte de nuit en Suisse. [...] Et puis j'ai réalisé quelque chose : oui, bien sûr, il y a des dessins qui sensibilisent, d'autres qui fragilisent, mais

il y a surtout ceux qui réveillent. [...] Il faut les regarder comme une dénonciation [de ceux] qui veulent tout policer, tout analyser, contrôler et qui estiment qu'il y a des moments où l'on peut lire de certains sujets et d'autres non. Je n'ai donc pas froid dans le dos en regardant vos dessins, j'ai froid dans le dos de voir toutes ces femmes et tous ces hommes qui ne connaissent pas la liberté et qui le payent très cher au quotidien dans de nombreux pays, et eux c'est pour de vrai. Merci aux moralistes de mettre leur indignation au bon endroit.

Natacha C.

Histoires de poubelles

Fin des années 1980. Je regarde avec mon père Les Ripoux à la télé. Après la scène où Thierry Lhermitte se cache dans une poubelle, remarque de mon père : « C'est comme moi pendant la guerre. » Réfugié à Limoges avec ses parents. Seul dans leur petit appartement, il avait échappé à une rafle en sautant par la fenêtre, puis s'était caché dans une poubelle dans l'entrée de l'immeuble. Ce jour-là, il a sauvé sa peau,

perdu sa mère (Drancy, Auschwitz), retrouvé son père chez des Justes. Puis, il a intégré la Résistance (la vraie France insoumise). Depuis cette première révélation, mon père, ayant pris sa retraite, a relaté sa guerre par écrit pour que cette mémoire ne rejoigne pas les poubelles de l'Histoire.

Gérard M.

Hardi les cons !

Nous y sommes donc arrivés. À ce moment où la jeunesse d'extrême gauche, ignorante de l'Histoire, pavlovienne (standing ovation pour Rima Hassan !) et confinée dans ses postures (« jamais sans mon keffieh et mon drapeau antifa »), a poussé dix ans de cancel culture à leur comble : l'effacement par lynchage. Ou le meurtre pour cacher son néant idéologique face à l'extrême droitisation du monde. De go, la jeunesse identitaire a réagi en saccageant des permanences LFI. Ça y est, l'extrême droite française a trouvé son Charlie Kirk. Quant à la Russie, elle doit penser qu'avec de tels jeunes, inutile d'envoyer ses agents en France attiser les haines.

Vincent F.

UNE FRANÇAISE DANS L'ESPACE



C'est pourtant pas compliqué

EXTRÊME DROITE
ISRAËLIENNELes excités français
du sionisme radical

JEAN-YVES CAMUS

Début février, la chambre criminelle de la cour d'appel de Paris a requis des mandats d'arrêter contre la présidente de l'organisation sioniste Israel Is Forever, Nili Kupfer-Naouri, et la porte-parole du collectif israélien Tsav 9, Rachel Toutou, pour « complicité de génocide » et « incitation au génocide », dans le cadre d'une enquête ouverte en juin 2025. Les deux femmes sont franco-israéliennes. La justice a ainsi fait droit aux plaintes déposées en novembre 2024 par l'Union juive française pour la paix (UJFP), organisation antisioniste, par un plaignant franco-palestinien membre d'Urgence Palestine (que le gouvernement a l'intention de dissoudre) et l'association Nidal (créée par la diaspora palestinienne en France pour entamer des procédures à l'encontre de sites récoltant des dons directement destinés à l'armée israélienne).

Les soutiens des
ultranationalistes
Smotrich et
Ben Gvir

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), l'ONG de Ramallah Al-Haq, le Centre Al-Mezan pour les droits humains (basé dans la bande de Gaza) et le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) ont ensuite rejoint les plaignants.

Il est reproché aux mises en cause d'avoir, dès janvier 2024, bloqué à plusieurs reprises des camions d'aide humanitaire à destination de Gaza, faits qu'elles ne nient pas, tout en ajoutant que ces blocages étaient non violents et qu'ils étaient motivés par le fait qu'une bonne partie de l'aide internationale était détournée par le Hamas, une partie de la population civile gazaouie à laquelle elle était destinée participant activement aux activi-

tés du mouvement terroriste islamiste, y compris la détention d'otages capturés le 7 octobre 2023.

Tsav 9, « ordre 9 » en français, tire son nom de l'ordre n° 8 de l'armée israélienne, le code d'urgence mobilisant les réservistes, notamment activé après le 7 Octobre. C'est une petite organisation, fondée par une cinquantaine de réservistes et de membres de familles d'otages, rejointe par des militants sionistes religieux. Elle a reçu le soutien des ministres ultranationalistes Smotrich et Ben Gvir. Le département d'État américain a gelé ses avoirs le 14 juin 2024, l'accusant d'avoir mené des actions violentes « menaçant la paix », mais pas pour complicité de génocide. Rappelons que, si la Cour internationale de justice a demandé à Israël de « prévenir la commission d'un génocide », dès 2024, elle n'a pas rendu pour l'instant d'arrêt qualifiant les crimes de guerre commis de « génocide ». Même chose à l'ONU, malgré les imputations de Francesca Albanese, dont la partialité ne rend pas le débat juridique serein.

Israel Is Forever a été fondé avant le 7 Octobre. Dès le 19 mars 2023, Nili Kupfer-Naouri, avocate de profession, organisait à Paris une rencontre entre le ministre Smotrich et des dirigeants de la communauté juive. Elle s'engageait ainsi dans les pas de son père, Jacques Kupfer (1946-2021), dirigeant du Betar, puis du Herout et du Likoud de France, fondateur aussi du Front des étudiants juifs (FEJ) et... d'Israel Is Forever. Disciple de Jabotinsky, le théoricien du sionisme dit « révisionniste » – qui est aussi le camp idéologique de la famille Netanyahou –, il avait fait scandale, en 1994, en excusant Baruch Goldstein, auteur d'un massacre de Palestiniens à Hébron puis, lors de l'assassinat de Yitzhak Rabin, en 1995, en regrettant sa condamnation du meurtre d'une phrase où il ressortait que le signataire des accords d'Oslo n'ait pas été traduit pour cela devant un tribunal...

En novembre 2024, l'association avait de nouveau invité Smotrich à Paris. C'est à cette occasion que des plaintes contre les deux femmes avaient été déposées. Le ministre, qui réfute l'existence d'un peuple palestinien, avait dû renoncer à sa visite, qui indisposait la France. Ses disciples existent, mais Israel Is Forever reste un mouvement de marge, principalement composé d'anciens du Betar et du Likoud qui se sont radicalisés après le 7 Octobre. ●

1. Rappelons que, à la différence d'un mandat d'arrêt, un mandat d'amener vise à obtenir la comparution d'une personne devant la justice, sans conduire à sa détention provisoire automatique.

PROCÈS PATY

La haine aussi
doit rendre des comptes

YOVAN SIMOVIC

On prend les mêmes et on recommence. Depuis le 26 janvier dernier, la justice se penche à nouveau sur l'affaire Samuel Paty, quatre des sept déclarés coupables en première instance ayant fait appel. Mais ce sont particulièrement deux d'entre eux qui nous intéressent aujourd'hui : Braham China et Abdelhakim Sefrioui, respectivement condamnés à treize et quinze ans de réclusion criminelle pour « association de malfaiteurs terroriste » (AMT). En choisissant de retenir ce chef d'accusation en première instance, les juges ont fait un usage inédit de cette qualification pénale car, rappelons-le, aucun des deux accusés ne connaissait l'assassin. Alors, du côté de la défense, évidemment, on cherche avant tout à contredire le raisonnement des juges qui a abouti à ce verdict. Il apparaît pourtant assez cohérent.

Souvenez-vous : Braham China est le père de Z. Une élève de Samuel Paty par qui toute cette histoire a débuté. Pour couvrir son exclusion temporaire de l'établissement, la collègienne avait menti à son père en affirmant que son professeur d'histoire-géographie avait discriminé les élèves musulmans de sa classe, juste avant de leur montrer une caricature de Mahomet signée Charlie, dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression. En réalité, la jeune fille n'était même pas présente lors du cours en question. Son mensonge sera pourtant relayé pendant des jours par Braham China, donc, mais aussi par Abdelhakim Sefrioui, un prédicateur islamiste friand de ce genre de polémiques. Et c'est cette fausse information balancée

sur les réseaux sociaux avec un certain zèle qui convaincra le tueur de passer à l'action.

En principe, pour condamner quelqu'un pour « association de malfaiteurs terroriste », le tribunal doit mettre en lumière au moins un élément matériel prouvant la participation à cette association, mais aussi un élément intentionnel prouvant la connaissance de la participation à un projet terroriste. En bref : il faut avoir, de près ou de loin, participé aux préparatifs – et la campagne de haine en ligne orchestrée par les deux larrons peut cocher cette case –, mais également savoir que l'on participe à la préparation d'un attentat. Et c'est là que la décision des juges est inédite : car Braham China et Abdelhakim Sefrioui, ne connaissant pas le tueur, ne pouvaient pas avoir connaissance de la nature terroriste de son projet.

Une décision
inédite
des juges

Cependant, les juges ont estimé que les deux accusés avaient « conscience du projet terroriste » de l'époque : le procès des attentats de janvier 2015 vient de s'ouvrir, Charlie a republié les caricatures du Prophète et un attentat au hachoir vient d'avoir lieu devant les anciens locaux du journal. « Les deux accusés ont, en connaissance de cause, pris le risque, malgré le danger et les menaces visant Samuel Paty, qu'une atteinte volontaire à son intégrité physique soit portée par un tiers, violent et radicalisé, qui devenait leur bras armé », détaillent les juges. Sefrioui et China ont « contribué à créer un état d'esprit propre à susciter le crime [...] en attisant la colère et la haine d'un esprit radicalisé », ajoutent-ils. Le « ton utilisé » dans leurs prises de parole démontrait d'ailleurs une « volonté de provoquer chez les lecteurs, radicalisés ou non, un sentiment de dégoût, voire de haine à l'encontre de l'enseignant », constituant ainsi « une invitation au passage à l'acte potentiellement violent ». Mais pour certains avocats de la défense, cette interprétation de l'AMT constituerait une « monstruosité juridique » qui « comporte un risque sérieux de criminalisation de la parole publique ». Reste à savoir si la cour d'appel – et très probablement la Cour de cassation – confirmera le raisonnement des juges de première instance. ●



TÉLÉCOMS

Qu'est-ce que les Américains vont encore nous voler ?

Depuis un an, le nouveau président de Nokia, champion européen des télécommunications, est américain. Le 28 octobre, Nvidia, le monstre américain des puces électroniques, a pris une participation de 2,9 %, soit 1 milliard de dollars, dans l'entreprise finlandaise. De quoi faire peur aux Européens, qui anticipent une « prise de contrôle insidieuse » de ce secteur stratégique par les États-Unis. Analyse de l'économiste Alexandre Delaigue.

CHARLIE HEBDO : Nokia est-il le cible d'une prise de contrôle américaine déguisée ?

Alexandre Delaigue : Lors de son premier mandat, Donald Trump avait effectivement annoncé que le gouvernement américain devrait prendre une participation dans Nokia pour la construction des réseaux de télécommunications. Il n'y a pas d'entreprise américaine dans ce secteur des télécoms, qui est assez stratégique, ça explique les propos de Trump à ce sujet. Voilà pour l'explication politique. Concernant la participation de Nvidia, la société Nokia se trouve dans une période où elle doit à nouveau rebondir et se développer sur de nouveaux marchés. Elle a une approche neutre, conforme à la façon dont se comporte une entreprise multinationale : peu importe d'où vient l'argent dans un marché globalisé.

Mais aujourd'hui, nos relations avec les États-Unis ont été considérablement détériorées, et la question de la sécurité même de l'Europe se pose...

Créer des dépendances technologiques et économiques envers les USA, c'est s'exposer à des risques pour notre sécurité, mais aussi à un risque de prédation qui n'est pas nouveau.

C'est même une stratégie économique historique des États-Unis, qui n'ont jamais hésité à mettre jusqu'à leurs agences de renseignements au service de leurs multinationales...

Le cas le plus polemique et le plus récent, c'est sûrement l'affaire Alstom et les fameuses turbines Arabelle qu'on a vendues à General Electric puis rachetées plus cher. Durant cette période, il y a eu un certain nombre de barbouzes très limites, des attaques personnelles contre des dirigeants d'entreprise, des

Peu importe d'où vient l'argent dans un marché globalisé

menaces de procès à l'encontre de dirigeants d'Alstom, une très forte pression ressentie par les acteurs de l'époque... Il y avait un côté « pistolet sur la tempe » pour que ce rachat puisse se faire. Dans les faits, les conséquences sont beaucoup plus nuancées qu'on le croit : ce rachat des activités « énergie » d'Alstom a presque ruiné General Electric. Un cas intéressant, et plus réussi, est celui de Gemplus, une entreprise française leader des cartes à puce, rachetée par le fonds d'investissement TPG avec soupçons de vouloir transmettre des technologies clés à la CIA, et qui a perdu son ancrage national.

À quoi faut-il faire attention aujourd'hui ?

Il y a un problème récurrent qui va être de plus en plus présent : les sous-traitants de l'industrie de défense. On ne sait pas très bien cartographier ce que sont ces sous-traitants sensibles aujourd'hui encore. On pourrait se retrouver demain avec une obscure PME qui commercialise des peintures techniques, par exemple. Le patron part à la retraite et se fait proposer un rachat par un fonds de private equity, [« capital investissement », ndr] américain. Et on se rendrait compte trop tard que c'est une entreprise dont les peintures sont déterminantes pour l'équipement des sous-marins militaires français...

L'Europe n'a-t-elle pas appris à se défendre ?

On a identifié le problème, mais on ne sait pas encore vraiment quoi faire pour lutter contre ces interventions hostiles. Si on veut développer une certaine autonomie en Europe, on va devoir décloisonner des marchés financiers, pour permettre aux entreprises d'atteindre une taille suffisante. Mais le deuxième problème, c'est la concurrence intra-européenne. Dans cette concurrence, les questions de souveraineté européenne ne passent pas toujours au premier plan...

Propos recueillis par
Jean-Loup Adénor



FOUS DE DIEU EN FOLIE

HELLFEST

LES AMATEURS DE METAL stambouliotes ont dû ranger leur cuir. Les concerts de Slaughter to Prevail et Behemoth, groupes américano-russe et polonais, prévus à Istanbul ont en effet été annulés, sur décision du gouverneur de la ville. Il a jugé la venue de ces formations « incompatible avec les valeurs sociétales locales », soutenu en cela par une campagne menée sur les réseaux sociaux par les conservateurs musulmans qui accusent ces deux groupes de satanisme... Pas question de corrompre la jeunesse...

P. C.

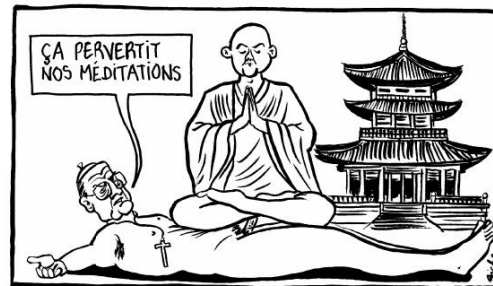
PEPPONE ET DON CAMILLO

LE 4 FÉVRIER, LE PETIT VILLAGE MAYENNAIS de Quelaines-Saint-Gault a connu une altercation peu commune entre son maire et un prêtre. Objet du litige : l'homme d'Église était venu avec un comparse pour s'opposer à l'ouverture, la veille, du chantier de démolition partielle de l'édifice du culte datant du XI^e siècle, devenu vétuste et donc dangereux. L'édile divers droite, appelé sur les lieux, affirme avoir été menacé et agressé par le duo, dont le prêtre, qui se présentait comme responsable de la communauté religieuse de Saint-Aignan-sur-Roë. Celle-ci est une petite secte menée par un habitué des esclandres : l'abbé Matthieu Salenave,

PAS DE ÇA CHEZ NOUS

LA CAMPAGNE DE PROMOTION TOURISTIQUE lancée par le ministère du Tourisme sri lankais, visant à attirer les globe-trotteurs LGBTQ sur cette île de l'océan Indien, aura tourné court. Elle a été interdite par le procureur du Sri Lanka sous la pression des groupes bouddhistes et catholiques conservateurs. Lesquels redoutent de voir l'industrie touristique du coin « tomber dans le péché » et le pays encourager l'immoralité et/ou nuire aux valeurs traditionnelles. Quand ils ne jugent pas cette campagne tout simplement inconstitutionnelle. Carrément.

P. Chesnet



un dissident de la Fraternité Saint-Pie-X lefebvriste qui anime le canal Telegram France Fidélité. Le religieux, qui était venu asperger d'eau bénite l'édifice à démolir, a fait trente-six heures de garde à vue avant d'être relâché sans poursuites. Le même jour, le tribunal administratif de Nantes, saisi par l'association Urgences Patrimoine, suspendait la démolition. Amen.

J.-Y. Camus

GROS PEDIGREE

LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR CANADIEN a rompu avec l'ère Trudeau en fermant le bureau de la représentante spéciale chargée de la lutte contre l'islamophobie. Nommée en janvier 2023, Amira Elghawaby avait concentré sur sa personne de vives critiques liées au fait qu'elle était auparavant employée du National Council of Canadian Muslims (NCCM), aligné sur les Frères musulmans. Siégeant également au National Security Transparency

Advisory Group, qui conseille le gouvernement sur les questions de sécurité nationale, elle avait débuté son mandat en s'aliénant les Québécois, jugés « islamophobes » pour leur loi qui interdit aux fonctionnaires le port des signes religieux (elle-même porte un hijab). En 2020, elle avait signé une tribune dans laquelle elle qualifiait de « raciste » la publication par Charlie des caricatures de Mahomet. En 2021, elle avait remis en cause la légitimité de la fête nationale, un « événement judéo-chrétien ». En 2024, son administration avait rendu un rapport définissant le djihad par la seule notion de « combat intérieur » du croyant, et la violence islamiste, comme une « croyance dans une théorie du complot ». Cette Égyptienne d'origine, en partie éduquée en Indonésie, prend donc la porte. Mais du même coup, par parallélisme des formes, le gouvernement a cru bon de supprimer aussi l'envoyé spécial chargé de la mémoire de la Shoah et de la lutte contre l'antisémitisme...

J.-Y. C.

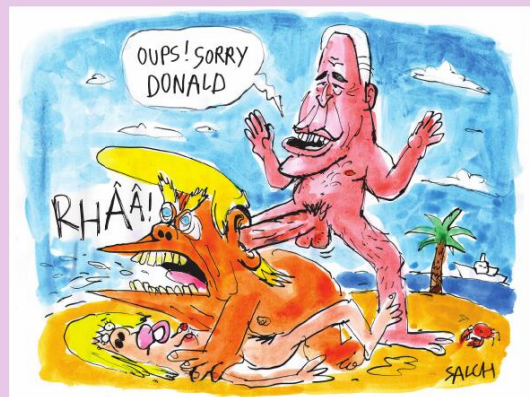
LA TRUMPERIE DE LA SEMAINE

DUR DE LA FEUILLE



LORRRAINE REDAUD

Bad Bunny, le chanteur superstar qui s'est produit lors du Super Bowl il y a dix jours, peut souffler. Donald Trump, qui n'a cessé de matraquer « l'affront fait à la grandeur de l'Amérique » en parlant de la performance du Portoricaïn, a une autre victime en ligne de mire : le Canada. Et plus spécifiquement le pont Gordie-Howe. Nommé en hommage à une star canadienne du hockey, ce pont d'une longueur de 2,5 km doit relier Détroit, aux États-Unis, à Windsor, au Canada. Un point de passage stratégique et précieux pour les deux pays, qui devrait notamment permettre d'économiser 850 000 heures de travail par an pour les camionneurs et qui, lors du lancement de sa construction, réjouissait Donald Trump. Enfin, ça, c'était en 2018. Depuis, le bonhomme a



fait du chemin. Désormais, il l'affirme : « Je n'autoriserai pas l'ouverture de ce pont tant que les États-Unis n'auront pas été pleinement indemnisés pour tout ce que nous leur avons donné, et aussi, et c'est important, tant que le Canada ne traitera pas les États-Unis avec l'équité et le respect que nous méritons », a-t-il écrit sur son réseau social Truth Social. Un coup de pression absolument ridicule qui s'explique, selon le New York Times, par un appel téléphonique

d'un dénommé Matthew Moroun. Ce dernier possède, avec sa famille, le pont Ambassador, un édifice vieillissant qui relie déjà les deux villes, et souhaite obtenir une compensation financière pour ce qu'il considère comme une atteinte à leur droit exclusif de percevoir des péages. C'est oublier que le squatteur de la Maison-Blanche est sénile : quand Moroun a parlé de « compensation », le gâteux a entendu « interdiction ». ●

Totem et Tabite

Des nouvelles du front



YANN DIENER

Je pourrais vous parler chaque semaine d'une unité psy en cours de fermeture. Cette semaine, on a l'embaras du choix. Le Château, un centre psychosocial dans le 15^e arrondissement de Marseille, va fermer. Parce que ses subventions sont coupées. Ça fera un peu plus de malaise et de passages à l'acte dans la cité phocéenne.

À Lyon, à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, ce sont plusieurs structures en pédopsychiatrie qui sont menacées de démantèlement. Sept pédopsychiatres ont démissionné en six mois. Par ailleurs, la direction est venue juste avant les vacances de Noël annoncer à l'équipe de l'unité Sirius la fermeture imminente de cette structure. Parce qu'elle est l'unité « la moins rentable de l'établissement ». Les patients, des adultes autistes sévères, particulièrement vulnérables, ne pourront pas être reçus dans des services de psychiatrie générale. Ils nécessitent une forte contenance institutionnelle. Cette fermeture n'a pas été préparée avec l'équipe ni annoncée aux familles des patients. Les incessants processus d'accréditation et la baisse du financement de la psychiatrie obligent les directeurs d'hôpital à faire des coupes.

Autre chose : le dernier communiqué de presse de l'Union syndicale de la psychiatrie, daté du 23 janvier, est intitulé « Et les Shadoks cotaient, cotaient... ». Durant leur récente grève, les médecins libéraux se plaignaient d'un surcharge de tâches administratives qui entament leur disponibilité auprès des patients. Ils rejoignent ainsi la plainte des médecins hospitaliers, qui, depuis quinze ans, font de plus en plus de tâches administratives et donc de moins en moins d'actes médicaux. Je ne résiste pas à l'envie de vous citer ce communiqué : « Exercices public hospitalier, libéral ou privé lucratif, enfin une maladie commune ! Le SSB. Le syndrome de stress bureaucratique : ruminations anxieuses entraînant des troubles du sommeil, avec des cauchemars répétitifs et des reviviscences, portant sur des suites infinies et redondantes de chiffres et de codes ; troubles de la concentration ; épuisement psychique ; irritabilité, impulsivité, avec psittacisme [...] Le traitement indispensable consiste en un sevrage sec de toute pratique bureaucratique. »

Plus de tâches administratives et moins d'actes médicaux

Pendant que les experts d'expertises sortent toujours plus de grilles de cotation et d'évaluation, il y a des lieux qui continuent à penser et à créer, et je peux vous en donner un écho par le biais des journaux des clubs thérapeutiques de cliniques encore bien vivantes.

J'ai reçu un exemplaire de *La Gazette*, le journal inter-clubs du Loir-et-Cher conçu à Blois conjointement avec les clubs de La Borde et de la clinique de La Chesnaie. Et puis j'ai pu lire les *Nouvelles laboridiennes*, qui racontent la vie au cœur de la clinique de La Borde – dont le mode d'accueil est menacé par l'ARS (voir Charlie n° 1737). Où l'on découvre que l'atelier théâtre monte *La Tempête*, et que pour faire tourner *Radio Patate*, « une aventure radiophonique à La Borde », les perches micro sont fabriquées avec des bambous du jardin ; un chariot transformé en studio mobile est alimenté par une batterie de voiture.

Je vous reparlerai de ce journal dans de prochaines chroniques : je suis invité à La Borde pour participer à un comité de rédaction des *Nouvelles laboridiennes*, j'irai après les vacances, je vous raconterai ! ●

1. Continuez à m'envoyer les journaux de vos clubs thérapeutiques ou des témoignages d'actions en psychiatrie, de menaces de fermeture de structures. Écrivez au journal, qui transmettra.



Une bouffée d'oxygène

LA GRANDE ÉNIGME DU DÉNI

Les espions mangent le morceau



FABRICE NICOLINO

extérieures sur la sécurité du pays.

Alors quoi ? Faisons durer le plaisir, et notons que des expressions inattendues figurent dans le court rapport. Elles appartiennent à l'univers méconnu de l'écologie scientifique, mille fois validées par l'évolution des problèmes : point de bascule, limites planétaires, effondrement des écosystèmes, services écosystémiques, autosuffisance alimentaire, impacts en cascade et, bien sûr, biodiversité.

Ce dernier terme est le socle de ce travail sans précédent. Sans précédent chez des gens qui semblaient bien se contre-foutre de la crise écologique. Premier constat à usage interne – c'est leur job –, « la dégradation et l'effondrement de l'écosystème mondial menacent la sécurité nationale et la prospérité du Royaume-Uni ».

Et en effet, ça craint affreusement, car « sans une augmentation significative de la résilience du système alimentaire [...] »

Point de bascule, impacts en cascade... il est peu probable que le pays soit en mesure de maintenir sa sécurité alimentaire [...] Le Royaume-Uni [...] n'est actuellement pas en mesure de produire suffisamment de nourriture pour nourrir sa population sur la base des régimes alimentaires actuels ».

Mais nos maîtres espions vont plus loin. Les effets en cascade auront des conséquences sur les conflits et les migrations, aggraveront la concurrence pour l'accès aux ressources. Il faudrait tout citer, car c'est impeccable. Le catalogue est complet, du développement des zoonoses – maladies animales se transmettant à l'homme – à l'effondrement des pêcheries, de la réduction des terres arables et des récoltes à la raréfaction de l'eau.

Et c'est parti : « Il existe une possibilité réaliste que certains écosystèmes (tels que les récifs coralliens en Asie du Sud-Est et les forêts boréales) commencent à s'effondrer à partir de 2030, et d'autres (forêts tropicales et mangroves) à partir de 2050. » Ce serait irréversible. Bien entendu, le gouvernement travailliste de Keir Starmer, après avoir retardé autant qu'il a pu la parution, s'est contenté d'un silence qu'on ne peut qualifier que de mort.

Bruno Tertrais roi des

Ce monsieur est un archétype. Celui de ces « experts » qui défilent en continu sur les chaînes de télé du même nom. Celui que les responsables écoutent en priorité, surtout quand, tel le Pangloss de Voltaire, il leur serine que « tout est au mieux », et que nous habitons « le meilleur des mondes possibles ». Les spécialités toutes relatives de Bruno Tertrais ? La géopolitique, les relations internationales, la blablatrice. Le pauvre n'a jamais eu le temps de lire sur la crise écologique globale, décrite dans des milliers de documents de haute valeur, car il n'a pas le temps. Il est en effet directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, petit machin qui entend réfléchir aux questions militaires. Grand ignorant, il sait pourtant. En 2011, dans *L'apocalypse* n'est

pas pour demain, il met en doute l'origine humaine du dérèglement climatique en cours, accusant les alarmistes de l'écologie d'être la cause de terribles dépenses inutiles. Le livre fait un tabac chez nos dirigeants, du moins son résumé. En 2016, dans *Les Guerres du climat*, il estime que ces dernières relèvent du mythe. Il constate avec finesse qu'au plan historique, c'est pendant les périodes froides que la nourriture est rare. La chaleur pourvoira. Enfin, en 2020, dans *L'Express*, il s'en prend au rapport de l'ONU consacré au « coût humain des catastrophes ». Sur la crise climatique, il a baissé de deux tons – bien obligé –, mais sur le rapport, non. C'est une « entourage épistémologique », car l'ONU mélange tout. Mais pas lui. Oh non.

Ce n'est pas la première fois que la vérité est dite par des agents secrets. Et ce ne sera pas la dernière. En 2008, aux États-Unis, le National Intelligence – qui couvre tous les services de renseignements, CIA incluse – notait dans une évaluation : « Du point de vue de la sécurité nationale, le changement climatique peut avoir des répercussions sur les vies humaines [...] sur les biens [...] ainsi que d'autres intérêts en matière de sécurité ».

En 2012, rebelle, « les effets du changement climatique pourraient avoir des répercussions directes sur les infrastructures essentielles du pays ». En 2014, « le changement climatique aura des répercussions concrètes sur notre armée et sur la manière dont elle mène à bien ses missions ». En 2015, « le changement climatique est une menace urgente et croissante pour notre sécurité nationale ».

Bien d'autres instances, a priori incontestables (voir l'article ci-dessous), alertent avec clarté sur des menaces de dislocation des activités humaines. Ce serait le moment idéal pour attaquer une fois de plus Trump, qui tient le dérèglement climatique pour un *hoax*, un bobard. Mais ce serait oublier Clinton et son pote Gore, douteux héros du climat, Obama bien sûr, Biden, qui n'ont pas bougé un oeil.

Au-delà, regardant notre petite province française, *the same, pareil*. La quasi-totalité des journalistes, la totalité des amuseurs publics, des politiciens, des patrons, des syndicalistes, des Églises restent sur leur route aveugle. Et nous autres ? Ne continuons-nous pas les vacances à la neige, les achats de baignoires, les votes rituels pour éternels charlatans ? Il y a mystère. Grand mystère. ●

1. tinyurl.com/39upt8fy (en anglais).
2. tinyurl.com/yccybmja (en anglais).

Ceci n'est pas très (r)assurant

En décembre dernier, le magazine *Que choisir* publie une enquête pas qu'un peu flippante ! Au rythme où se multiplient les surprises climatiques – on les appelle faussement des catastrophes naturelles –, certaines maisons ne seront bientôt plus assurables.

Tantôt, c'est la sécheresse, qui conduit, dans certaines régions, à des phénomènes de retrait des argiles, suivis quand arrive la pluie par des gonflements. Le résultat est comme évident : les maisons se fissurent. Tantôt, c'est l'inondation, les submersions marines, les tempêtes, l'érosion côtière, les feux de forêt, les avalanches. On peut jusqu'à un certain point augmenter le prix des souscriptions d'assurances, mais au-delà, comme c'est déjà le cas en Australie ou en Californie, il ne reste que les yeux pour pleurer.

Ce n'est pas faute d'avoir alerté, et depuis des dizaines d'années. Car les compagnies d'assurances sont en première ligne. Ainsi, depuis 1994, le géant de la réassurance Munich Re publie *Topics Geo*², un recensement annuel des catastrophes naturelles.

Il ne reste que les yeux pour pleurer

Cat Nat, dans le jargon assurantiel. Les quelques numéros feuilletés montrent que la compagnie a été en pointe dans l'analyse du dérèglement climatique. On trouve ainsi dans celui de 2003 des questions comme : « Les catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques sont-elles encore assurables à long terme ? Toutes les régions du globe sont-elles réellement assurables ? »

Mais aussi : « Les effets négatifs directs du changement climatique sur les êtres humains ne résultent pas tant de l'augmentation lente et continue de la température que de la fréquence croissante d'événements extrêmes comme ceux qui ont marqué l'été 2003 en Europe. »

Enfin, deux mots sur le P^e Gerhard Berz. Il a travaillé trente ans avec Munich Re, dirigé l'édition annuelle de *Topics Geo*, et joué un rôle de premier plan dans les rapports du Giec sur le climat. Reste cette radicale étrangeté : pourquoi l'industrie de l'assurance n'a pas été davantage écoutée que le dernier des écologistes ?

F.N.

1. tinyurl.com/9vec6m5
2. tinyurl.com/mr6v8uup (en anglais).

CHARLIE TOULOUSE



ÉDITO

L'énigme de Toulouse



LAURE DAUSSY

Un de plus ? Le maire sortant, Jean-Luc Moudenc, cramponné au Capitole depuis 2014, brigue un troisième mandat d'affiliée. Face à lui, la liste de la Gauche unie menée par le socialiste François Briannon le talonne. Et non loin derrière, celle de LFI menée par le député François Piquemal. Les élections à Toulouse sont une énigme : la ville vote toujours à gauche aux élections nationales - Jean-Luc Mélenchon a obtenu près de 37% des suffrages à la présidentielle de 2022 -, mais elle reconduit depuis des années un maire présenté comme centriste, candidat sans étiquette depuis qu'il a quitté Les Républicains, en 2022. Mais est-il si centriste que ça, sachant qu'il présente notamment sur sa liste un membre de Sens commun, émanation de la Manif pour tous ? De son côté, Briannon, proche d'Olivier Faure, a fait un deal avec l'écologiste Régis Godec : en cas de victoire, l'un sera maire ; l'autre, président de la métropole. Le second tour promet des surprises. Le RN est en embuscade : s'il fait plus de 10%, il peut mettre en danger le maire sortant, qui refuse toute alliance avec lui, et n'aura donc pas son report de voix. À voir, de l'autre côté, si la Gauche unie s'allie avec LFI. Pour Moudenc, une belle opportunité de se présenter en rempart contre le mélenchonisme. ●



François Briannon

URBANISME

Les inconvénients de l'attractivité

Bientôt la troisième ville de France ? Avec plus de 510 000 habitants, Toulouse est en passe de devancer Lyon. Sa population ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années, à hauteur de 6 000 habitants par an, attirés par le beau temps (on les comprend), la qualité de vie (jusqu'à quand ?) et le dynamisme économique (idem). Toulouse, c'est bien sûr l'entreprise Airbus. Le groupe emploie 27 000 salariés dans l'agglomération et il en fait travailler autant chez les fournisseurs. Mais un tel dynamisme entraîne de facto une pression sur le logement, sur les transports, ainsi que des enjeux en termes d'écologie pour préparer l'avenir de la ville.

Moudenc est fier de son bilan. Pour faire face à l'afflux d'habitants, il prévoit la construction de 7 400 logements par an, met en avant la construction de 40 écoles, la création de 2100 places de crèche et 75 000 arbres plantés. « Il ne faut pas que la ville grossisse et devienne informe », souligne-t-il. Pour ça, ma méthode, c'est le quartier. Il a nommé un maire par quartier, qui lui fait remonter les problèmes et impulse des projets. Pour autant, « on ressent sur le terrain une critique du maire sortant, qui renonce à régler des dysfonctionnements du quotidien et n'a plus une vision de l'avenir », tacle François Briannon, chef de file de la liste qui rassemble notamment le PS et Les Écologistes. « La qualité de vie des habitants est menacée », estime-t-il. Côté écoles, 80 d'entre elles ont fermé début juillet en raison de la canicule, car elles n'ont pas été rénovées.

La ville dispose d'une superficie plus grande que celle de Paris, qui lui permet de construire nombre de logements

pavillonnaires. Mais cette extension pourrait cesser. La loi zéro artificialisation nette (ZAN) des sols limite l'utilisation du foncier. Un ancien plan local d'urbanisme a d'ailleurs été retoqué par la justice pour avoir insuffisamment pris en compte cette loi. La gauche appelle à construire davantage en hauteur pour densifier l'habitat. Au risque d'être impopulaire : la ville est esthétiquement préservée de grandes tours, y compris dans certains quartiers prioritaires.

L'extension de la ville, c'est aussi un enjeu en termes de transports et d'écologie. Des constructions loin du centre imposent l'usage de la voiture et conduisent à de plus en plus d'embouteillages et de pollution. Selon un sondage Ifop de 2024¹, 72 % des Toulousains affirment utiliser majoritairement la voiture au quotidien. Pour 44 % d'entre eux, cet usage était dû à un « manque d'offre de transports alternatifs ». Droite et gauche s'affrontent sur les solutions. Moudenc ne s'oppose pas aux voitures, et même propose un nouvel échangeur pour la rocade, combattu avec virulence par les écoles.

La gauche soutient de son côté un RER pour désengorger la ville. Un sujet qui a fait l'objet d'une vive passe d'armes. Dans un tract, l'équipe de Moudenc écrit que l'opposition veut « utiliser vos impôts pour financer des TER au profit de ceux qui habitent loin de Toulouse ». La patronne de la Région, Carole Delga, s'est lancée dans la bataille, qualifiant le tract de « scandaleux ». « Vouloir opposer les Toulousains aux habitants de la banlieue ou de la ruralité est une manipulation électorale grossière et dangereuse. » Face à la polémique, l'équipe de Moudenc joue l'apaisement et reconnaît une maladresse dans la formulation. « Il n'était pas question d'opposer les habitants de Toulouse aux autres habitants de la ruralité. Mais Jean-Luc Moudenc souhaite rester dans le champ des compétences de la ville », explique Pierre Esplugas-Labatut, porte-parole du maire. Mais surtout rester sur son obsession : la sécurité.

Laure Daussy

1. Sondage Ifop sur un échantillon de 1 009 personnes, représentatif de la population de l'aire urbaine toulousaine âgée de 18 ans et plus.

MUNICIPALES 2026 CHARLIE TOULOUSE

À Toulouse, la question des quartiers populaires est un enjeu de campagne, d'autant qu'ils représentent un grand nombre d'habitants. Symbole d'une fracture à gauche, les membres du groupe toulousain Zebda sont partagés entre la liste LFI et la Gauche unie pour Toulouse. Sur le terrain, les élections sont loin, mais les problèmes, bien réels.

Avec les municipales vient la « course aux quartiers ». Lorsque François Piquemal, tête de liste LFI, a dévoilé sa liste le 28 janvier, un de ses colistiers, Ahmed Dahrour, a taclé l'autre liste de gauche, la Gauche unie pour Toulouse, menée par le socialiste François Briançon. En mode communautariste, égrenant les prénoms selon leur origine : « François, Isabelle, Régis, Inès, Maxime, Hélène, Vincent, Anne-Sophie, Alexandre, Caroline... Je ne vois pas d'Achmed ni de Mohamed, j'ai été choqué par l'absence de diversité, surtout dans les places éligibles. » Même la liste de Moudenc, le maire sortant, trouve davantage grâce à ses yeux. « Au moins, Jean-Luc Moudenc, il a Sofiane », a-t-il lancé, évoquant le boxeur Sofiane Oumiha sur la liste du candidat divers droite. C'est un peu comme si toutes les listes se devaient de sortir de leur chapeau un « représentant » des quartiers.

LFI part avec un train d'avance en termes de popularité sur ces territoires, puisque, lors des élections européennes de 2024, le parti est arrivé en tête dans nombre de quartiers, et notamment au Mirail. Résultat d'un clientélisme électoral ? Sur la liste menée par François Briançon figure Magyd Cherfi, ancien du groupe Zebda, qui se méfie de ce genre de « comptabilisation » : « En réalité, personne n'est représentatif des quartiers. Est-ce que ce serait un Marocain, un Algérien... ? Pour ma part, je m'adresse à des citoyens. Autant c'est important d'avoir une diversité dans une liste, autant ce n'est pas parce que l'on a telle ou telle origine que l'on est représentant d'un quartier », souligne-t-il auprès de Charlie.

Symbole de la fracture de la gauche sur ce sujet : les membres des Motivés – cette liste qui avait créé la surprise aux municipales de Toulouse en 2001 et constituée notamment du groupe Zebda – sont dispatchés entre LFI et le rassemblement PS-Écologistes. Ainsi, Magyd Cherfi a rejoint les rangs de Briançon tandis que deux autres membres du groupe, Hakim Amokrane ainsi que son frère Mustapha Amokrane, se sent engagés sur la liste LFI, de même que leur frère, Salah Amokrane, qui était tête de liste des Motivés en 2001. Une

QUARTIERS POPULAIRES... ... surtout en période d'élections

fracture qui n'est pas nouvelle à Zebda, puisque ses membres ont toujours eu des positions divergentes sur leur rapport à la gauche. Cherfi nous explique : « Intellectuellement, je me sens davantage à ma place dans une liste plus modérée que LFI. Les frangins de Zebda ont toujours eu une position plus radicale que moi, nos différences font aussi vivre la démocratie. » N'attendez pas de boule puante de sa part contre ses anciens coéquipiers, il reste tout en nuances. Mais d'autres, soutiens de Briançon, se chargent de tacler la liste LFI : « C'est lamentable de la part d'Achmed Dahrour, qu'aurait-on dit si on avait égrené les Arabes d'une liste ? Les membres de sa liste ne font même pas campagne sur le terrain. » Le maire sortant, quant à lui, est mis en danger par la liste RN, qui pourrait lui enlever des voix, alors il mise à fond sur le côté sécuritaire et sur la peur de voir LFI prendre le Capitole. Dans une interview donnée à Valeurs actuelles, il insiste sur le risque d'une fusion PS-LFI au second tour : « Avoir un maire ou des adjoints LFI, pour moi, c'est quelque chose d'extrêmement dangereux. François Briançon pourrait être le cheval de Troie de François Piquemal. »

À Toulouse, les quartiers représentent un grand nombre d'électeurs et constituent un véritable enjeu politique. La métropole compte 16 quartiers reconnus « prioritaires de la politique de la ville », la municipalité en compte 12. Le plus vaste étant celui du Grand Mirail, qui abrite 35 000 personnes. On ne peut pas dire que rien n'a été fait : plusieurs programmes de réhabilitation ont été mis en place. Pourtant, après cinquante ans de politique de la ville, ces quartiers dit prioritaires restent des ghettos. Ils sont toujours en proie à une grande pauvreté : 52,6 % des habitants sont pauvres, 27,8 % des 16-25 ans sont non scolarisés et sans emploi, selon des chiffres de 2024. Il suffit de

faire un tour dans le quartier de la Reynerie pour rencontrer une mère de famille qui se plaint que des rats courent dans son immeuble. Et lorsque l'on s'approche des cages d'ascenseur, on croise des tout jeunes garçons assis sur une chaise, guetteurs pour des trafiquants de drogue. L'ascenseur, lui, est en panne, dans cet immeuble de 12 étages. Les habitants ne sont pas tous au courant qu'auront lieu prochainement les municipales, certains disent qu'ils n'iront pas voter.

Après les réhabilitations, qu'est-ce qui devrait être fait aujourd'hui dans les quartiers ? « Il n'y a pas de politique de diversification sociale. Les bailleurs sociaux encouragent une forme de ghettoïsation dans les quartiers », déplore Magyd Cherfi. « La question principale est comment on ramène de la culture, comment on effectue des passerelles entre quartiers et centre-ville », ajoute-t-il. Son thème de prédilection est aussi la laïcité, avec d'abord le souci de réconcilier les quartiers avec le sujet. « Il faut prendre ce sujet à bras-le-corps. La République a présenté la laïcité comme traitant les religions sans distinction. Mais pendant un demi-siècle, nos parents ont prié dans des caves. Il faudra du temps pour recoudre le tissu déchiré. » Les « représentants » de la liste LFI ne nous ont pas répondu.

Le quotidien des citoyens, ce sont des assos qui l'assurent. Parmi elles, l'association Lien Horizon Danses, située dans le quartier Bellefontaine, dont l'action s'étend bien au-delà de sa dénomination. À sa tête, Bernadette Yépé, figure du quartier, d'une détermination à toute épreuve, ancienne basketteuse, arrivée de Côte d'Ivoire à l'âge de 28 ans. L'association, répartie

dans cinq lieux d'accueil, aide 200 jeunes aux devoirs, propose des cours d'alphabétisation, aide des femmes victimes de violences, et organise aussi des conférences sur la laïcité. Lorsqu'on la rencontre, Bernadette Yépé, qui se dit « très républicaine », demande tout de go au patron du café s'il accepte les femmes. Car ici, ce n'est pas évident. Comme dans beaucoup de quartiers, les femmes désertent les cafés, c'est un mélange d'autocensure et de pression sur la « réputation ». Yépé organise d'ailleurs régulièrement des événements Toutes à nos terrasses de café !, pour que les femmes se réapproprient ces endroits de sociabilité. « Nous sommes dans une république, nous avons le droit d'être en terrasse, sans être qualifiées de femmes "disponibles", de "filles faciles" ». Moudenc a visité les locaux de l'association et soutenu son action. Yépé ne veut pas parler politique. Tout juste glisse-t-elle qu'elle est déçue par ceux qui découvrent l'existence de son asso juste avant les municipales...

Laure Daussy



MUNICIPALES 2026 CHARLIE TOULOUSE

CULTURE

Plus de théâtre ou plus de caméras de surveillance ?

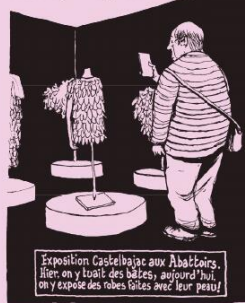
Un théâtre est en danger. Le Théâtre du Grand Rond alerte sur un risque de fermeture d'ici à juillet 2026 après plus de vingt ans d'existence. Éric Vanelle, le cogérant, dénonce un sous-financement par la Ville. « La subvention de la municipalité ne couvre plus notre fonctionnement, sauf à ne plus payer les artistes et abandonner le prix de 6 euros pour le jeune public », explique-t-il à Charlie. Le théâtre, qui est des rares à proposer une école en langue des signes, bénéficie aussi de subventions d'autres collectivités publiques, État, Région, département. « Les autres partenaires sont au rendez-vous, leur subvention a augmenté, mais pas celle de la municipalité, qui est toujours de 110 000 euros depuis une dizaine d'années. » L'argent dont il a besoin ne représente que « le prix d'un demi-rond-point, assure-t-il. C'est un choix politique ! ». Lors du dernier conseil municipal, la Ville a maintenu sa subvention à sa hauteur habituelle, et a menacé de rompre la convention qui lie le théâtre à la municipalité. Les raisons avancées : le théâtre aurait détourné sa subvention en aidant une résidence d'artistes en milieu rural. « C'est un mensonge ! C'était une avance de trésorerie, et nous avons été remboursés depuis », assure Éric Vanelle. Le patron du théâtre est engagé au PS depuis... l'échec de Jospin à la présidentielle de 2002. Et pour la première fois, il se présente sur une liste aux municipales, celle de la Gauche unie. Selon lui, son théâtre est emblématique de l'abandon par la Ville de lieux qui ne rayonnent pas assez au-delà du local. « Le maire ne valorise que les grosses structures. Si cette municipalité repasse, tout un secteur associatif et culturel va disparaître. » Le maire de Toulouse se targue pourtant de consacrer le « deuxième budget de la Ville » à la culture, avec 150 millions d'euros par an.



« Armes », Daniel Dezeuze (1988).

Maxime Le Texier, colistier de la liste de la Gauche unie pour Toulouse, fustige une « vision descendante du maire de Toulouse, avec une vision élitiste de la culture ». Sans surprise, la gauche se place du côté d'une culture

plus « émancipatrice et populaire ». Un mantra que l'on entend depuis des années, que ce soit au niveau local ou au niveau national, vœu pieux, difficile à mettre réellement en œuvre, face à une forme d'autocensure des populations concernées. « Chaque personne est porteuse d'une culture, il faut laisser s'exprimer la culture locale, avec des scènes culturelles dans tous les quartiers », assure Le Texier. Dans le quartier de la Reynerie, le grand projet de la Cité de la danse, qui fait l'objet d'un contrat avec l'État, est aussi critiqué par l'opposition comme ne parvenant pas à trouver un ancrage assos de quartier puissent



Exposition Castelbajac aux Abattoirs. Hier on y traitait des bêtes, aujourd'hui on y expose des robes faites avec leur peau !

local. « Il faut que les utiliser le lieu pour se l'approprier. Pas sûr que les habitants du quartier soient intéressés par des spectacles de danse contemporaine », glisse Le Texier. Autre sujet de fracture, la fuite d'artistes locaux, qui trouvent un meilleur accueil ailleurs. Il s'agit d'éviter de réitérer l'erreur d'avoir failli passer à côté des « machines », ces créatures mécaniques géantes.

Celles-ci connaissent un succès phénoménal. Leur dernier spectacle, en 2024, a réuni plus de 1 million de spectateurs dans les rues toulousaines, mais il aurait pu ne jamais avoir lieu. Au début des années 2000, François Delarozzière, qui travaille avec Royal de luxe, une compagnie de théâtre de rue, propose l'idée des machines à la municipalité de Toulouse. Mais le maire d'alors, Dominique Baudis, pas très favorable aux arts de rue, n'en veut pas. C'est ainsi que les machines s'installent à Nantes. Mais en 2010, Delarozzière revient à la charge, et le nouveau maire, Pierre Cohen, socialiste, lui ouvre enfin les portes de la ville. Les machines font désormais l'unanimité. Sauf auprès des culs-bénits. Le spectacle de 2024, un opéra intitulé La Porte des ténèbres, a suscité l'ire de l'évêque de Toulouse, qui y a vu un spectacle « satanique ». Le prêtre a carrément célébré une messe afin de « protéger » la ville contre les ténèbres... L.D.

PLAINTED'ANTICOR

Le maire sortant a-t-il fait travailler, pour sa précédente campagne, du personnel de la mairie, sans le déclarer sur ses comptes de campagne ? L'association de lutte contre la corruption Anticor a déposé une plainte en juin dernier. On en est au stade d'une enquête préliminaire. Si l'accusation était maintenue, l'actuel maire pourrait être condamné pour « détournement de fonds publics » et « financement illicite de campagne électorale ».

SIX DOIGTS...

... et deux François. Pour Moudenc, le socialiste Briançon va forcément s'allier avec l'Insoumis Piquemal au second tour. « Les deux François qui n'en font qu'un », dit-il. Pour railler cette possible alliance, un adjoint n'a pas hésité à relayer sur les réseaux sociaux une photo des deux se tenant la main en signe de victoire, avant de la retirer. Il s'agissait en réalité d'un vulgaire montage. La preuve : Briançon y apparaissait avec six doigts.

FÉBRILITÉ

On le dit centriste. Pourtant, la campagne de Moudenc s'avère « trumpienne », nous dit-on. Selon nos informations, des membres de son équipe ne sont pas fiers de distribuer certains tracts caricaturaux : « Ils sont outrés de la campagne qu'on leur demande de faire alors qu'ils pensaient mener une campagne nuancée. » Signe de fébrilité ? L'équipe de Moudenc se dit « condamnée à l'exploit » pour gagner.

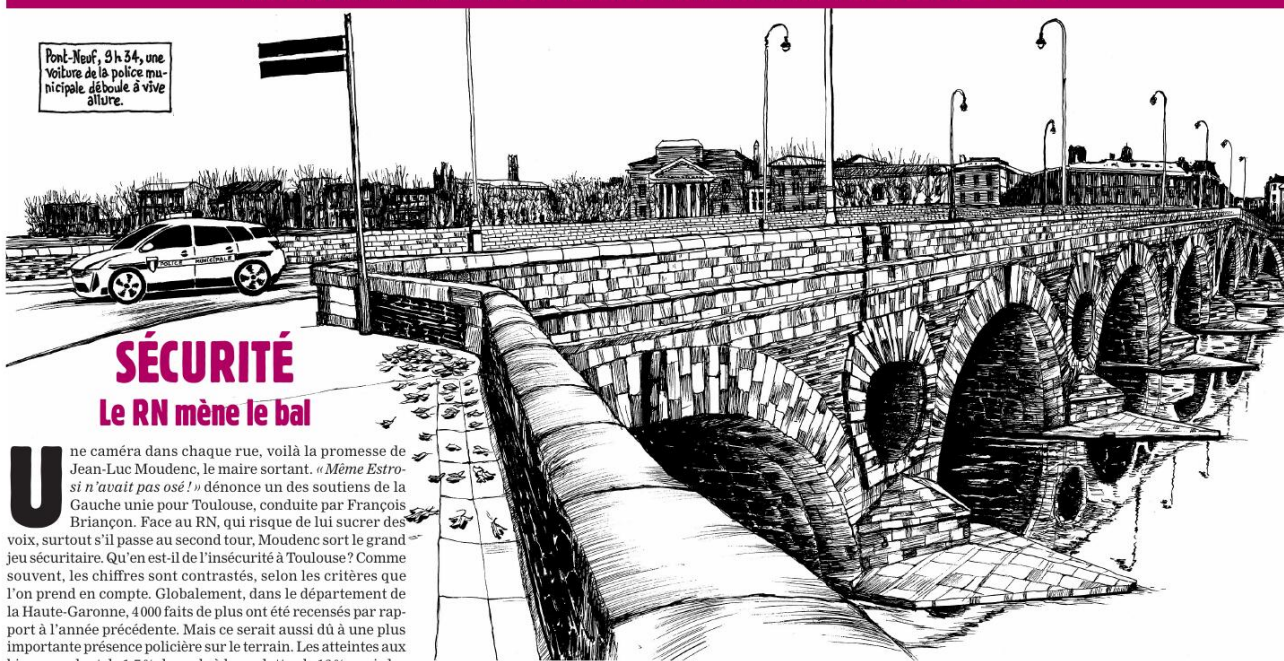
FOIE GRAS

Une association de défense de la cause animale, PAZ, a interpellé les candidats sur leur consommation de foie gras. Les candidats PS et LFI ont accepté de renoncer au foie gras, au moins pour les réceptions au Capitole. Mais en face, Moudenc et son adjoint au « bien manger » (ça ne s'invente pas) ont répliqué en dénonçant une position contraire aux valeurs du Sud-Ouest. Une polémique savoureuse. L.D.



MUNICIPALES 2026 CHARLIE TOULOUSE

Pont-Neuf, 9 h 34, une voiture de la police municipale déboule à vive allure.



SÉCURITÉ

Le RN mène le bal

Une caméra dans chaque rue, voilà la promesse de Jean-Luc Moudenc, le maire sortant. « *Même Estrosi n'avait pas osé !* » dénonce un des soutiens de la Gauche unie pour Toulouse, conduite par François Briçon. Face au RN, qui risque de lui sucrer des voix, surtout s'il passe au second tour, Moudenc sort le grand jeu sécuritaire. Qu'en est-il de l'insécurité à Toulouse ? Comme souvent, les chiffres sont contrastés, selon les critères que l'on prend en compte. Globalement, dans le département de la Haute-Garonne, 4 000 faits de plus ont été recensés par rapport à l'année précédente. Mais ce serait aussi dû à une plus importante présence policière sur le terrain. Les atteintes aux biens reculent de 1,7 %, les vols à la roulotte, de 16 %, mais les atteintes aux personnes progressent de 5 %, et les vols violents, de 8,6 %. Quels que soient les chiffres, comme dans beaucoup de municipalités, la question de la sécurité est devenue incontournable dans la campagne.

Le tout dernier conseil municipal avant les élections, qui a eu lieu le 6 février, est révélateur de la tension croissante sur

Donner plus de pouvoir à la police municipale

le sujet. « *La sécurité, le piège tendu par Jean-Luc Moudenc à son opposition* », titre d'ailleurs le quotidien régional *La Dépêche* à l'issue du conseil municipal. Parmi ses mesures clés, le maire met donc en avant une forte augmentation du nombre de caméras de vidéosurveillance, 1 380 supplémentaires, soit « *une par rue* » selon son tract, avec l'utilisation de l'intelligence artificielle pour analyser les images. « *Vous, vous voulez mettre des caméras partout, moi je veux des policiers et médiateurs, c'est la différence entre vous et nous* », a rétorqué Briçon. Moudenc s'efforce de faire passer l'équipe de Briçon pour un groupe fracturé entre une gauche « réaliste » et de dangereux gauchistes qui attendraient leur heure. L'équipe de Moudenc s'en est prise à une colistière de la liste de la Gauche unie. Celle-ci avait posté sur son compte Instagram des dessins humoristiques intitulés « Quel le manifestant-e [...] es-tu ? ». Parmi ces dessins, un tag Acab (*all cops are bastards*,

« tous les flics sont des salauds ») ou encore un personnage incarnant un black bloc. « *M. Briçon doit assumer ce choix d'une colistière qui déteste la police et l'ordre républicain* », a lancé le maire sortant en conseil municipal. Le contenu de la publication relève d'un format humoristique, très répandu sur les réseaux, « *sans appel à la violence* », rétorque de son côté Briçon.

Le grand combat de Moudenc, c'est aussi de donner plus de pouvoir à la police municipale. La loi qui l'encadre date de 1999, et plusieurs voix appellent à la faire évoluer. Moudenc soutient la loi qui vise à élargir ses prérogatives et qui vient d'être adoptée par le Sénat. « *Il s'agit de mettre fin à ce que je considère comme des aberrations* », dit-il à Charlie. « *Nos agents ne peuvent ni procéder à des contrôles d'identité ni verbaliser la détention de stupéfiants par une amende forfaitaire délictuelle (AFD). Quand il y a un rassemblement en bas d'un immeuble, ils ne peuvent y mettre fin, et quand un agresseur est maîtrisé, ils ne peuvent confisquer son arme* ». Précisons que le Conseil d'État, dans un avis rendu le 23 octobre, a alerté sur le risque de donner naissance à un « *régime de procédure pénale à géométrie variable* [...] et complexe à mettre en œuvre ». Quant aux syndicats des premiers concernés, ils n'éclatent pas forcément de joie à l'évocation de ce projet. Nicolas Romero, délégué syndical FO de la police municipale de Toulouse,

souligne qu'il y a effectivement des choses à revoir dans la loi qui les encadre, « *mais ce n'est pas la priorité. L'État veut nous donner plus de compétences sans nous considérer socialement, sans prendre en compte la prime police pour la retraite, par exemple. On ne veut pas devenir une sous-police sous-payée et pas valorisée* ».

La police municipale de Toulouse est armée vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis l'arrivée de Moudenc au Capitole, en 2014, alors qu'elle n'était armée que la nuit jusqu'à cette date. Une disposition qui n'est pas remise en cause par la liste de Briçon. Mais clairement contestée côté LFI : François Piquemal a annoncé qu'il voulait y renoncer. « *À terme, on veut que les polices municipales n'aient plus l'utilité des armes létales, car ce n'est pas leur mission* », annonce-t-il dans la presse locale. Piquemal plaide pour le retour de la police de proximité. « *Quels que soient les quartiers, je veux que tous les habitants connaissent le prénom de quatre agents de police municipale* », ajoute-t-il, auprès du site actu.fr. Et pour contrer toute accusation de laxisme, il met en avant la présence sur sa liste de Carole Juncal, commandante de police à la retraite, qui affiche « *trente-six ans de service* ».

Laure Daussy

« Nous sommes la seule capitale régionale à ne pas avoir de lien direct avec Paris ! » La ligne à grande vitesse (LGV) est le cheval de bataille de Moudenc. Cette ligne doit relier en 2032 Toulouse à Paris en trois heures et dix minutes, soit un gain de plus d'une heure sur le temps de voyage actuel. Il s'agit de construire la partie entre Toulouse et Bordeaux, cette dernière ville étant déjà reliée par TGV à Paris. Ce projet colossal de 14 milliards d'euros est financé à 40 % par l'État, à 20 % par l'Union européenne et à 40 % par les collectivités locales du sud-ouest de la France : conseils régionaux, la plupart des conseils départementaux et les métropoles de Bordeaux et Toulouse. Mais pour Bordeaux, dirigé par l'écolo Hurmic, qui s'opposait au projet, Moudenc a dû batailler. Il se targue d'avoir manœuvré pour mettre en lien le PS et la droite bordelaise, afin d'isoler Hurmic et de faire avancer le dossier. Maintenant, la LGV s'invite aussi dans la campagne des municipales. La liste de la Gauche unie pour Toulouse, menée par Briçon, soutient officiellement le projet, mais en interne, c'est plus compliqué.

Parmi ses composantes, tout le monde n'est pas à l'aise avec cette décision. Ainsi du groupe Archipel citoyen, constitué de citoyens non affiliés à des partis, engagés dans l'écologie. Leur objectif est de renouveler les pratiques de la politique : tirage au sort, contrôle citoyen sur les appareils politiques et gouvernance participative. Ils avaient créé la surprise aux précédentes élections en menant la liste de rassemblement de gauche et en

LIGNE À GRANDE VITESSE

La gauche suit plusieurs rails

obtenant près de 28 % au premier tour. Mais leur volonté de réformer la politique s'est heurtée à la réalité. « *On a perdu l'arbitrage concernant la LGV* », reconnaît Maxime Le Texier, chef de file du groupe et ancien ingénieur. Dans les négociations de pré-campagne, en 2025, le socialiste François Briçon a promis la gouvernance de la métropole à son allié Régis Godec, patron des Écologistes. Et ceux-ci ont accepté dans le deal de renoncer à combattre la LGV.

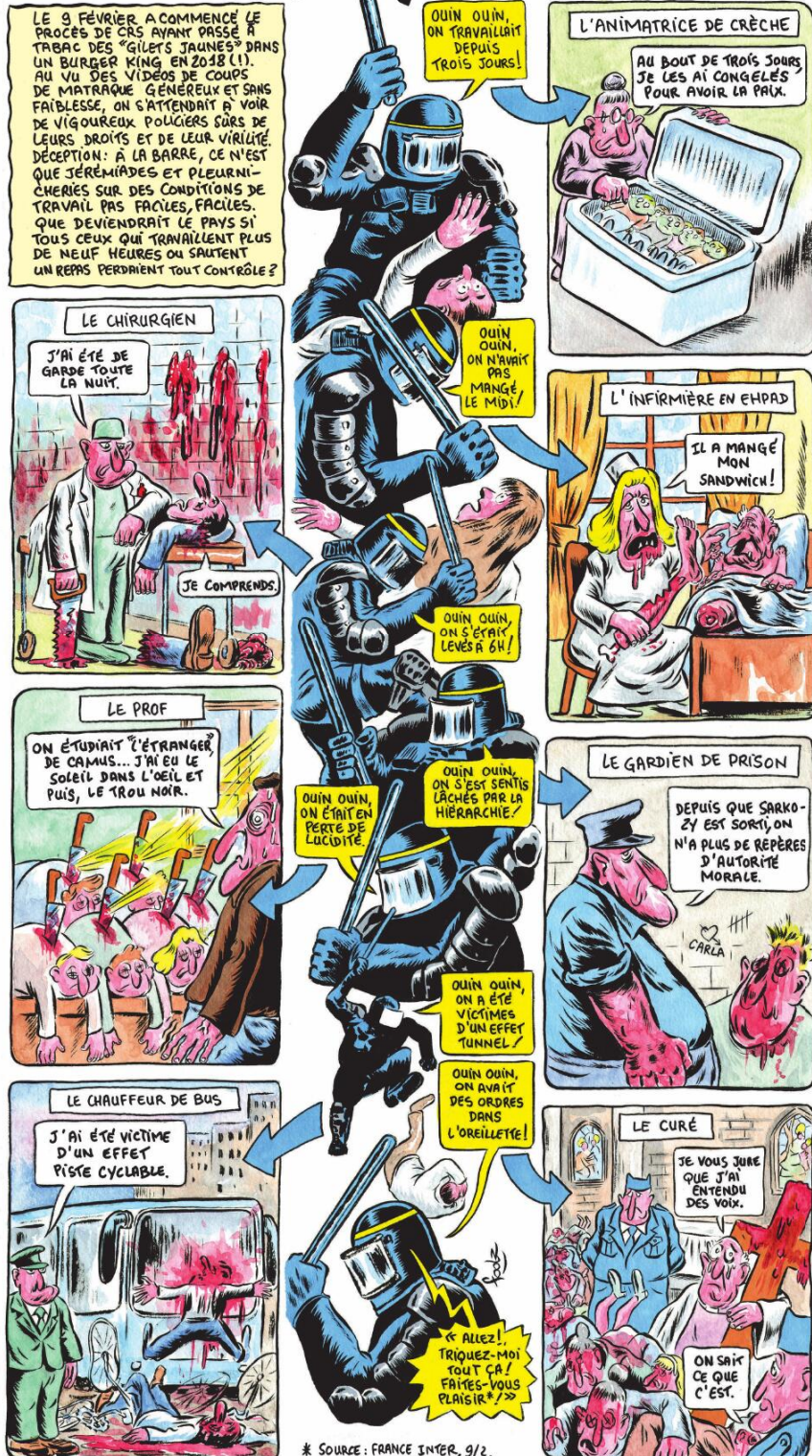
Mais Le Texier affirme l'indépendance d'Archipel citoyen sur le sujet : chaque année, un vote à lieu à la métropole pour contribuer au budget de la LGV. Le groupe continuera de voter contre. Lui plaiderait pour un projet alternatif à la LGV : améliorer la ligne existante pour que les trains aillent plus vite, sans pour autant atteindre la vitesse d'un TGV, ce qui permettrait de ne pas avoir à doubler la ligne. L'opposition à la LGV peut sembler surprenante : n'est-elle pas un projet écologique, qui éviterait



Statue à la gloire de Pierre-Paul Riquet, créateur du canal du Midi. Au loin, le quartier de la gare en chantier. La connectivité : une préoccupation toulousaine qui ne date pas d'aujourd'hui.

de trop nombreux voyages avec ce qui est communément appelé à Toulouse la « navette », soit la liaison par avion entre Toulouse et Paris ? Ses opposants considèrent que la construction d'une nouvelle ligne et de nouvelles gares entraîne des dégâts environnementaux, et que c'est de l'argent foutu en l'air. Toulouse Métropole y met 600 millions d'euros. « *Cet argent-là, on veut le récupérer pour des projets locaux* », souligne Le Texier. Côté Verts, une source reconnaît : « *Il y a plusieurs lignes chez nous. Les élus pourront voter librement. S'ils sont amenés à voter une nouvelle fois sur le plan de financement, ils voteront contre, car 600 millions d'euros, c'est excessif* ». Et d'ajouter : « *Pour autant, nous savons que les équilibres politiques au sein de la métropole ne seront pas remis en cause et cela n'aura pas d'incidence sur le projet* ». Comme pour rassurer les électeurs... L. D.

SI TOUT LE MONDE ÉTAIT AUSSI FRAGILE QU'UN CRS



* SOURCE : FRANCE INTER, 9/2.

Dans le jacuzzi des ondes

L'île du D' Epstein



PHILIPPE LANÇON

Qui est allé sur l'île du D' Epstein, du temps où elle lui appartenait ? Le brave homme aura eu au moins, d'outre-tombe, un mérite : rappeler au public la puissance imaginaire, et souvent maléfique, des îles. La sienne, Little Saint James, se trouve dans les Caraïbes, dans les mal nommées îles Vierges (vierges de toute vertu). Des heureux de ce monde vont s'y détendre dans des complexes hôteliers luxueux (allez-y voir sur Airbnb). Little Saint James a été rachetée pour 60 millions de dollars par le milliardaire américain Stephen Deckoff, as du capital-risque (nom de sa boîte : Black Diamond). Il veut, dit-on, y installer 25 bungalows pour riches : nous voilà dans l'excellente série *The White Lotus*, où les hôtels hors classe sont situés sur des îles (Hawaï, Sicile, Thaïlande) et où les clients ne sont ni moins friqués ni plus reluisants que les hôtes d'Epstein (je ne parle pas de ses esclaves sexuelles, mais de ceux qui semblent en avoir profité) : nous observons avec une joie mauvaise leur hypocrisie, leur solitude, leur déroute, leur misère.

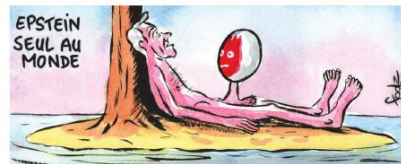
L'île est un vieux navire aux îles implacables. Le capitaine, son propriétaire est seul maître à bord après Dieu - qui n'existe pas. Tout lui est donc permis. Son domaine est sans contre-pouvoirs. Cette maudite circonstance de vivre entouré d'eau, écrivait le poète cubain Virgilio Piñera, qui est mort dans l'excellente persécution par les sbires de Fidel Castro. Maudite pour le sujet, le domestique, l'esclave. Pour le maître, bénie. Certains appellent Cuba l'île du D' Castro. Mais que dire de Haïti sous Papa Doc, de la République dominicaine sous Trujillo ? L'île tropicale ne produit pas que des fruits, des langoustes, du sucre, du tabac, du café. Elle produit aussi des dictateurs.

Robinson Crusoe, arrivé par accident sur la sienne, est un homme civilisé. Il civilise donc son île selon les principes britanniques de son temps, bible en main. Il fixe les règles et les impose à son environnement, aux animaux, aux plantes, à Vendredi. La sauvagerie, voilà l'ennemi. Gulliver, passant d'île en île,

Puissance imaginaire et souvent maléfique

n'en tire pas de conclusions réjouissantes sur l'espèce humaine, quelles que soient sa taille et ses coutumes. Le capitaine Nemo se réfugie sur son île mystérieuse, extension naturelle du *Nautilus*, toujours très en guerre contre l'humanité, comme il nous l'a appris dans *Vingt Mille Lieues sous les mers*. Avant eux, Ulysse est coincé sur l'île de Calypso, amoureuse de lui et décidée à le garder sous la main. On peut remonter jusqu'à ces lieux de bonheur, de paix et de vertu que sont censées être, depuis l'Antiquité, les îles fortunées. Mais il y a longtemps que le mot *fortune* a été, comme une mauvaise action en Bourse, dévalué. Il y a aussi l'île Noire où Tintin finit par attrapper le gorille, et celle, volcanique, de Vol 714 pour Sydney. Je ne donne que quelques exemples d'une littérature insulaire presque infinie. Plus il y a d'eau pour isoler le rêve, comme en milieu stérile, plus le rêve se développe de manière extravagante, pour le meilleur parfois, le plus souvent pour le pire. Marivaux a décrit le problème dans *L'île des esclaves* : l'île est un lieu sous vide propice à l'utopie et l'utopie, ça tourne mal.

Le savant fou y fait des expériences qui menacent l'humanité. Le modèle est le célèbre D' Moreau. Il a beaucoup d'héritiers. Dans le premier James Bond, c'est le D' No, Chinois de pacotille, dans le genre Fantômas, qui veut déglutir le programme spatial américain. Sean Connery arrive dans l'île, de nuit, sur un bateau de pêcheur, et il tombe sur une sirène : Ursula Andress. Les féministes ne doivent guère apprécier le sel (de mer) de la situation. La sirène, ici, n'est pas l'esclave sexuelle du méchant (le D' No), mais elle devient l'amante consentante du héros, qui n'est guère gentil. La série des James Bond regorge de méchants-sur-leur-île. J'aime bien celle, en mer de Chine, du tueur Scaramanga dans *L'Homme au pistolet d'or*, parce qu'elle me rappelle ce merveilleux archipel qu'est Hongkong. Il y a aussi celle, moins avenante, de Silva, incarné par Javier Bardem, terrifiant à souhait, dans *Skyfall*. Silva, ancien espion au service de Sa Majesté, estime qu'il a été trahi par son employeur. Il se venge de lui et, comme le capitaine Nemo, de l'humanité. Au passage, sur son île, il tue sa maîtresse. C'est l'avantage de l'île de fiction : le méchant peut aller jusqu'au bout de ses fantasmes, de ses pulsions, de sa puissance. C'est l'endroit où il peut croire que rien ni personne ne lui survivra. ●



Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?

Billy the Kid



YANNICK HAENEL

On le sait, cette répugnante idée qu'on appelle le pouvoir a presque toujours à voir avec des terres volées. C'est particulièrement vrai aux États-Unis, où la spoliation s'est accompagnée d'un génocide : je trouve d'ailleurs qu'on parle trop peu de l'extermination des Indiens d'Amérique. Hitler en avait étudié avec passion le processus ; les agissements actuels de Donald Trump y font directement référence. Toute autorité qui ne se limite pas, qui ne s'expie pas, dirait Blanchot, autrement dit qui s'enivre d'elle-même, devient automatiquement coloniale et criminelle.

Alors, connaissez-vous l'histoire de Billy the Kid ? Comment il a vécu ? Comment il est mort ? Ça va vous plaire, vous en demanderez encore.

Enfant, j'adorais le volume de Lucky Luke qui lui est consacré. Plus tard, je vis le film de Sam Peckinpah *Pat Garrett et Billy le Kid*, avec Bob Dylan dans un rôle secondaire muet (c'est lui qui en a composé la BO). Puis j'ai lu la nouvelle de Borges dans *Histoire universelle de l'infamie*, puis un très bon livre de Michael Ondaatje, et voici aujourd'hui un récit d'Éric Vuillard, *Les Orphelins. Une histoire de Billy the Kid* (éd. Actes Sud), de loin ce que j'ai lu de meilleur sur ce jeune bandit mythique, car il lui donne une dimension politique.

Merveilleux vaurien à la dégaine rimbalienne

La vie brève et obscure de ce bandit légendaire, de ce merveilleux vaurien à la dégaine rimbalienne (1859 ?-1881), participe en effet de ce moment, lui aussi très obscur, où un système d'exploitation, qu'on qualifierait aujourd'hui de mafieux, a donné naissance à la « démocratie américaine ». Toute société est fondée sur un crime commis en commun : la constitution politique des États-Unis a pour origine la prévarication, le péculat, la crapulerie, l'assassinat systémique. Les bureaux de shérif dissimulent des bordels et couvrent des massacres qui rapportent.

Les puissants (les propriétaires de bétail) ont toujours besoin d'hommes de main pour exécuter leurs basses œuvres ; Billy the Kid prit part, un peu malgré lui, à ce rançonnement, puis fut éliminé. L'Histoire est prise en main par l'économie de marché : le moment où les malfrats deviennent officiers de police, où la loi s'arrange pour couvrir les méfaits de ceux qui en tirent profit, c'est ce que repère magnifiquement Éric Vuillard. Son récit est tramé par la conscience de ce qu'il nomme « l'épanouissement primitif des grandes inégalités ».

C'est aussi là que réside sa poésie désespérée. Car il nous donne à entendre combien la révolte est récupérée. Est-il possible d'être irréductiblement anarchiste ? Un jour, de toute façon, un employeur indétectable animerait vos gestes : sans le savoir, vous serviriez des intérêts. « La poésie morte, les volcans éteints », note Vuillard. Il faudrait être enfant toute sa vie. Il faudrait ne pactiser qu'avec son cœur, avec sa rage. Il faudrait être exclusivement solitaire et cabochard. ●

INONDATION AU LOUVRE



LE MEILLEUR DES MONDES NUMÉRIQUES

ÉTERNITÉ

IMPOSSIBLE DE POSTER DES MESSAGES ou autres sur vos réseaux sociaux pour cause d'absence, volontaire ou pas ? Pas de souci. Meta est là. La multinationale de Zuckerberg vient de décrocher une licence pour une application susceptible de vous remplacer pour cette tâche et de poster à votre place. Et ce, précise Meta, afin de ne pas affecter, voire attrister, vos followers, à qui vous pourriez manquer. Pour couronner le tout, l'application pourra également continuer de poster après votre décès. La vie éternelle, enfin.

P. Chesnet



POSTEZ, VOUS ÊTES FICHÉS

LES QUELQUES 100 MILLIONS D'UTILISATEURS de WhatsApp en Russie vont devoir changer d'application pour continuer à communiquer. Le Kremlin a décidé de l'interdire, la société propriétaire de l'appli américaine, Meta, étant considérée comme « organisation extrémiste ». À la place, ils pourront télécharger une nouvelle application

100% made in Russia nommée Max. Laquelle devrait surtout, et en premier lieu, permettre aux autorités russes de surveiller d'encore plus près les propos échangés sur les réseaux sociaux... P. C.

HARCÈLEMENT INDUSTRIEL

VOUS AIMEZ LA MERDE AMBIANTE des réseaux sociaux ? L'IA promet de passer au niveau supérieur. Selon une

nouvelle étude parue dans *Science*, de nouveaux « essais » d'IA envahiront bientôt X et compagnie en imitant à la perfection les comportements humains pour harceler en masse les utilisateurs. Ces IA diligentes par des âmes malveillantes pourraient même lancer des mouvements en ligne, comme on a pu en voir avec #MeToo ou #BlackLivesMatter. On doute cependant que ces mouvements factices lancent des messages progressistes... Bienvenue dans une nouvelle ère de la guerre de l'opinion. E. Lalande

SATANIQUE IA

SAM ALTMAN va-t-il devoir renforcer sa protection policière ? La semaine dernière, Dar al-Iftaa, l'organisme officiel égyptien chargé d'émettre des avis sur l'application des préceptes de l'islam, a publié une fatwa concernant l'interprétation du Coran par l'intelligence artificielle. Pour l'organisme, poser une question religieuse à ChatGPT relève n plus ni moins d'une « hérésie ». En réalité, les religieux craignent surtout de perdre leur taf : Dar al-Iftaa emploie en effet des milliers de diplômés de l'université islamique al-Azhar chargés de répondre aux questions des fidèles par mail ou par téléphone. Qu'à cela ne tienne, il leur suffira de lancer une fatwa sur l'agence pour l'emploi locale. L. Redaud

APPÉTIT D'OGRE

C'EST CE QU'ON APPELLE UNE BELLE FILOUTERIE. Ou une violation des lois antitrust. Aux États-Unis, plusieurs sénateurs démocrates s'inquiètent d'une nouvelle tendance de la Silicon Valley qui consiste à vider une start-up de ses talents en les recrutant tous - en lieu et place de racheter directement ladite start-up. Cette méthode, utilisée aussi bien par Meta que Google ou Nvidia, « renforce encore la concentration du secteur des géants de la tech », ont écrit dans une lettre trois sénateurs à la Federal Trade Commission (FTC), le gendarme américain de la concurrence, en ajoutant que cela pourrait « entraîner une hausse des prix et freiner l'innovation ». Reste à savoir si ce dernier point est une si mauvaise chose que cela... L. R.

LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

DR MABOUL



LORRAINE REDAUD

Attention scoop : il ne faut pas faire diagnostiquer ses problèmes de santé par l'IA générative. C'est ce qui ressort d'une étude publiée le 9 février dernier dans la revue *Nature Medicine* et dans laquelle on apprend, sans surprise, que ChatGPT et consorts ne posent un constat correct que dans 37 % des cas. Ce dont on se doutait peut-être moins, en revanche, c'est que même les IA réservées aux médecins, et donc inaccessibles au grand public, font, elles aussi, n'importe quoi.



Selon une enquête de Reuters, entre 2021 et 2025, 10 personnes ont ainsi été blessées lors d'interventions chirurgicales assistées par des logiciels d'IA. La FDA, l'agence américaine du médicament, comptabilise, de son côté, plus d'une centaine de dysfonctionnements depuis

l'arrivée de l'IA dans les blocs opératoires contre seulement sept en trois ans avant son avènement. Dans sa ligne de mire ? Le système TruDi Navigation, un outil censé aider les chirurgiens lors d'opérations du crâne. Mal branlé avec sa nouvelle IA, le système a fourni des infos complètement fausses aux blouses blanches, notamment sur la position de leurs instruments dans la tête des patients. Résultat ? L'un d'eux s'est retrouvé avec du liquide cébrospinal s'écoulant par le nez, un deuxième a tout simplement eu le crâne perforé et deux malheureux ont fait des AVC après une lésion sur une artère. D'autres outils sont également bons à foutre à la poubelle, comme ce moniteur cardiaque dopé à l'IA mais incapable de détecter des arythmies, ou ce logiciel d'échographie prénatale pas fichu d'identifier les parties du corps d'un fœtus. Et de confondre, comme pour elle, son trou du cul avec son cerveau. ●

Vivreensemble

Les jeunes sont des vieux cons



GERARD BIARD

C'est un marronnier de la politique, et un rapport parlementaire nous l'a encore resservi la semaine dernière : il faut prendre des mesures pour relancer la natalité. Les Français ne font plus d'enfants, et il paraît que c'est une catastrophe. Pour notre part, on aurait plutôt tendance à penser que c'est une bonne nouvelle. On regrette même qu'elle n'ait pas commencé plus tôt, cette baisse de la ponte, si l'on en juge par les résultats du sondage que l'Ifop a réalisé pour le magazine *Elle* sur les valeurs et le positionnement politique des adolescents (15, 16 et 17 ans). Selon cette enquête publiée le 5 février, le constat est sans appel : les jeunes sont majoritairement des vieux cons réacs. Ils se situent résolument à droite (56%), sont plus inquiets de l'insécurité (25%) que du racisme (6%), et sont 56 % à vouloir interdire totalement les réseaux sociaux aux moins de 15 ans - c'est-à-dire aux plus jeunes qu'eux, selon le principe « une fois que je suis passé, je boucle à double tour derrière moi ». Parmi les valeurs qu'ils chérissent le plus, il y a la famille (98%), l'argent (94%) et la religion (42%). Pire, ils sont 58 % à juger « inacceptable » la critique des religions. Même ceux qui se déclarent athées semblent avoir vu la Vierge : les fêtes divines sont intouchables pour 44 % d'entre eux...

Quelle bouillie peut bien macérer dans la tête d'un adolescent pour qu'il sacralise à ce point des dogmes irrationnels, qui plus est quand ils prétendent contrôler jusqu'à sa vie la plus intime ? On peut bien sûr invoquer les éternels lieux communs pour plateaux de télévision : le désenchantement envers la politique,

Même ceux qui se déclarent athées semblent avoir vu la Vierge

la perte de repères, la recherche de sens que seule offrirait désormais la religion, etc. On peut aussi être plus radical et accuser les parents démissionnaires, les profs dépassés, l'impact des réseaux sociaux, de ses algorithmes et de ses influenceurs, l'inculture qui prolifère comme une mauvaise herbe, la complaisance générale envers le prosélytisme cul-bénit... La liste est longue. Mais il reste un élément, déterminant, rarement pris en compte : la société dans laquelle nous vivons, et donc dans laquelle ces adolescents grandissent et se forment intellectuellement.

Il n'aura échappé à personne que, depuis quelques années, nombre de discours, de théories, de concepts, se construisent autour de la figure de la Victime. La souffrance n'est plus quelque chose qu'il convient de réparer, mais une part déterminante - sinon toute la part - de l'identité. On ne peut que se réjouir de la prise de conscience collective de douleurs et de blessures jusqu'ici minimisées, relativisées ou carrément niées ou ignorées. À condition de pouvoir s'en affranchir. Or, dès lors que l'on est identifié, au sens premier du terme, comme victime, il devient presque impossible d'être autre chose.

On le voit encore aujourd'hui avec la parution du livre de Gisèle Pelicot, *Et la joie de vivre* (éd. Flammarion). Bien qu'elle se refuse à être réduite à ce statut de victime - jusqu'au titre de son livre, qui le dit -, elle ne peut y échapper. C'est ainsi que l'écrasante majorité des gens la voient, y compris celles et ceux qui en font une icône féministe - ce qu'elle est devenue sans forcément l'avoir voulu - et une combattante - ce qu'elle a prouvé être, tout au long du procès de ses violeurs. Elle reste, pour la chronique judiciaire mais aussi pour l'Histoire, quoi qu'elle dise et quoi qu'elle fasse, une victime. Une martyre. Elle est celle qui a souffert, et dont la souffrance a forgé l'image publique, mais aussi mythologique.

Toutes les grandes religions ont leurs martyrs, érigés en figures tutélaires. Le christianisme s'est même construit sur ce principe. La sacralisation absolue de la souffrance subie est le symptôme d'une société malade de religion. Il n'est donc guère étonnant qu'une telle société fabrique des enfants idolâtres, intolérants et obscurantistes. ●



Les Puces

Les villes « amies »... et les autres



LUCE LAPIN

Au fronton de certaines villes figure la mention « Ville amie des animaux ». Assurément, ce n'est pas le cas d'Antibes (Alpes-Maritimes), et c'est tant mieux, car ce serait mensonger, elle ne mérite pas une telle appellation. Effectivement, à seulement une semaine d'intervalle, Antibes a accueilli non pas un - ce qui aurait déjà été... un de trop -, mais deux Salons animaliers. D'abord un Salon aquariophile et terrariophile, lors du week-end du 31 janvier, puis, seulement une semaine après, un Salon du chiot - où l'on peut acheter un être vivant, sans garanties de bons soins durant toute sa vie, si toutefois l'animal n'est pas abandonné avant. L'association Projets Animaux Zoopolis (zoopolis.fr) a envoyé un groupe local afin de faire savoir qu'elle était opposée « à la marchandisation des animaux » et pour « interpeller la municipalité ».

MUNICIPALES 2026. PAZ a établi une charte pour les villes qui s'engagent à prendre en considération la protection animale. Effectivement, les maires ont beaucoup de pouvoirs, notamment celui de « faire reculer la souffrance animale ».

Divergence à Toulouse

Les candidats peuvent ne signer la charte que partiellement ou en totalité. Quant à nous, électeurs, notre choix comprend évidemment, pour moi, du moins, un ensemble de critères incontournables, propres à chacun de nous.

J'apprends sur X (et ça m'énerve de devoir citer encore ce réseau dit « social », mais toujours pénurie de communiqués de presse...) le 10 février dernier, que, à Toulouse, la Gauche unie - tête de liste : François Briançon, bravo! - s'est engagée à suivre la charte PAZ. Ce qui implique que les candidats doivent, eux, « s'engager à ne plus commander de foie gras », acheté « avec l'argent public » et servi lors des réceptions - et donc à condamner, à juste titre, le gavage. Ou pas... Cela revient donc à connaître le nom des candidats qui continuent de soutenir cette pratique abjecte. Car faire ingurgiter de force aliments ou boissons à un individu, humain ou animal, relève de la torture.

• **30 MILLIONS D'AMIS COLLECTOR** : 30 ans! Depuis le 8 janvier, l'émission est quotidienne, et c'est une première. C'est sur France 3, à 12h55, du lundi au vendredi, et ça dure quarante-cinq minutes.

DERNIÈRE MINUTE. J'apprends (11 février) par L214 que, concernant son enquête sur l'élevage de lapins « Filière Qualité Carrefour » (« Pucés » n° 1750, 4 février), l'éleveur assigne l'association en justice. « Les images dérangeant. Pas la souffrance », souligne L214. Le même jour, une lectrice (grand merci, Anita!), qui a voulu envoyer un mail à l'éleveur, me signale que, « comme par hasard! », l'adresse de ce dernier est verrouillée. C'est vraiment pas de chance, hein! ●

1. tinyurl.com/5h3u4hkp
lucelapinetcopains@gmail.com



CHARLIE HEBDO

OFFRE D'ABONNEMENT

FORMULE INTÉGRALE

1 an

édition papier + édition numérique + contenu Web en illimité

et recevez

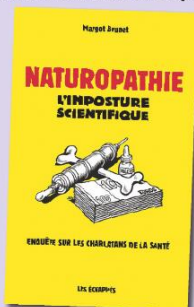
Naturopathie

L'imposture

scientifique

117€

pour la France et 151 € à l'export



Le livre peut s'acquérir seul au tarif de 19,50 €, frais d'envoi inclus.

Profitez-en sur abo.charliehebdo.fr ou en envoyant le bulletin ci-dessous.

JE SOUHAITE RECEVOIR

CHARLIE HEBDO PENDANT 1 AN

ET LE LIVRE NATUROPATHIE L'IMPOSTURE SCIENTIFIQUE

* Soit 52 numéros en versions papier et numérique + contenu Web en illimité.



POUR S'ABONNER en ligne, scannez le QR Code ou renvoyez ce bulletin, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre des Éditions Rotative, à l'adresse : CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 PARIS CEDEX 13

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

E-MAIL

☐ JE PROFITE DE L'OFFRE SPÉCIALE AU TARIF DE 117€* ET JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT (*151€ pour l'export)

☐ Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative

☐ Par virement bancaire Nom de la banque: Société Générale
Domiciliation: Paris Parc Brassens BIC: SOGEFRPP
IBAN: FR763000303541002019142999

☐ J'accepte de recevoir les offres de CHARLIE HEBDO

☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par CHARLIE HEBDO

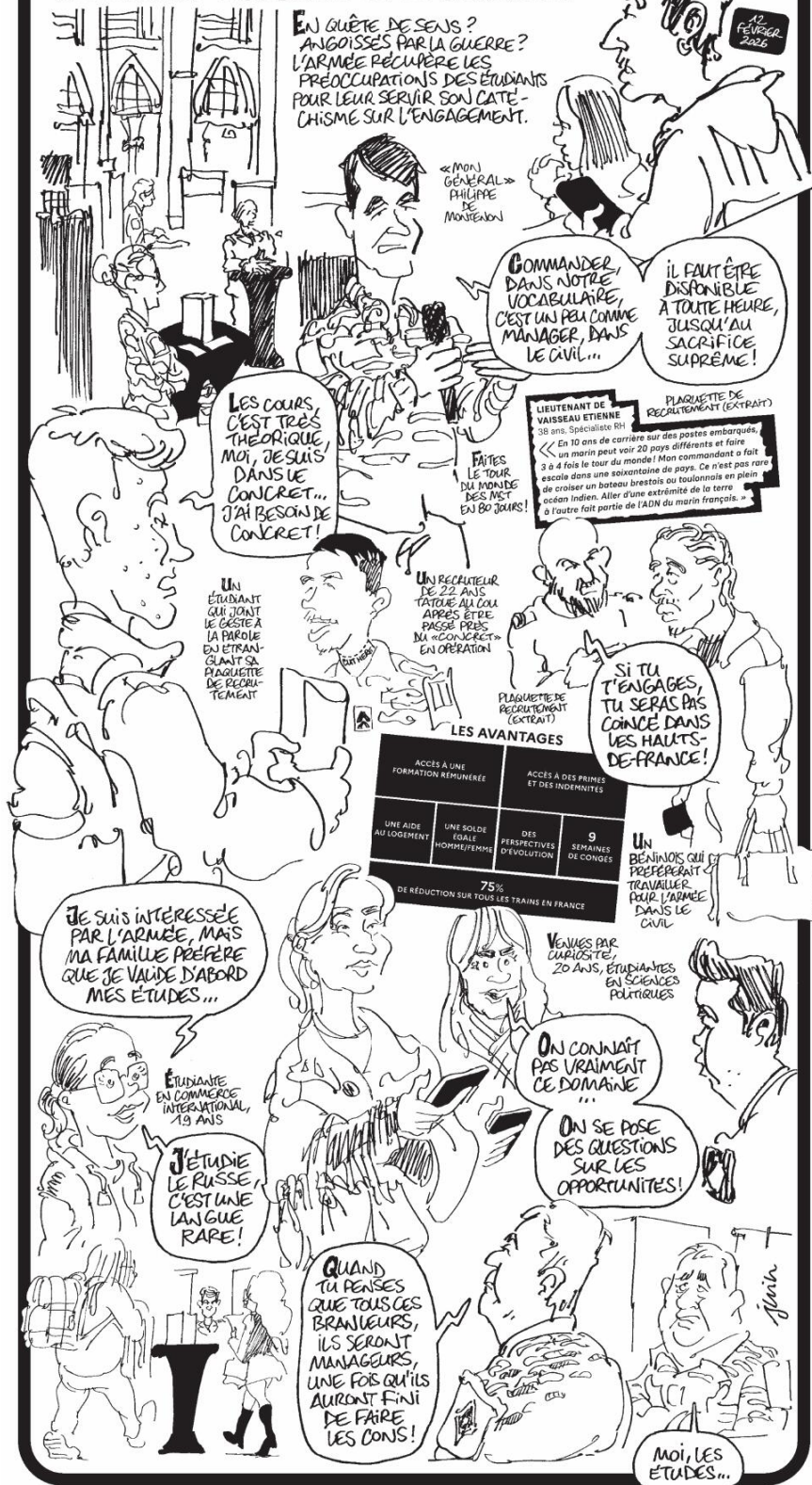
Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de CHARLIE HEBDO - BP 50311 - 75625 Paris Cedex 13. Vous pouvez nous contacter par mail à angelique.abo@charliehebdo.fr

1752/18022026

CHARLIE HEBDO Fondateur Cavanna Président, Directeur de la publication Riss
Directeur général Philippe Debruyne Rédacteur en chef Gérard Biard Rédaction
redaction@charliehebdo.fr Standard 01 85 73 06 00 Portraits de la semaine
par Félix Abonnement, anciens numéros angelique.abo@charliehebdo.fr Éditions
Rotative, BP 50311, 75625 Paris Cedex 13. SA les Éditions Rotative, entreprise
solidaire de presse - RCS Paris B 388 541 336.
Commission paritaire n° 0427C82683 ISSN 1240-0068
Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.
Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.

L'ARMÉE RECRUTE À L'UNIVERSITÉ CATHO DE LILLE

TIENS, VOILÀ DU BOULOT!



Charlie Enquête

Nous sommes des bêtes, ne l'oublions jamais. Surtout quand nous parlons politique. Cela semble évident, à voir les foutes hystériques lors de meetings ou les parlementaires s'invectiver comme une bande de macaques en rut à l'Assemblée. Même quand on vote, on se comporte comme des animaux. C'est ce que montre Pascal Boyer dans un livre, *L'Impossible Démocratie*, sous-titré *Comment nos instincts façonnent et déforment l'idéal politique* (éd. Robert Laffont).

L'auteur, professeur à l'université Washington de Saint-Louis, est chercheur en anthropologie cognitive, science qui étudie la façon dont notre histoire biologique a modelé notre pensée. Car notre psychologie est, comme notre corps, le fruit d'une évolution soumise aux lois de la sélection naturelle. « Selon cet angle de vue, la politique est en grande partie une affaire de biologie », résume Pascal Boyer.

La politique, c'est l'organisation de la vie sociale. Déjà, dans l'Antiquité grecque, Aristote disait que « l'homme est un animal politique ». Politique, certes, mais animal avant tout. Cela ne renvoie pas uniquement à l'usage de la force brutale, mais aussi à celui de la coopération. Vu comme ça, il y a aussi d'autres animaux qui font de la politique. Pascal Boyer cite le cas des chauves-souris vampires, qui se nourrissent de sang. Celles qui rentrent d'expédition avec des provisions les partagent avec d'autres membres de la colonie, mais en évitant les congénères qui se sont montrés égoïstes lors de précédents échanges. En somme : « Je te donne, mais à condition d'avoir une contrepartie, sinon va te faire foutre ». C'est, il faut l'avouer, l'une des règles également en vigueur chez les humains.

Pas de réflexion, mais un esprit de meute

Cependant, les animaux les plus politiques sont nos proches cousins les chimpanzés. Ils peuvent s'allier et former des coalitions. Mais ils le font essentiellement pour bouffer, baiser ou gagner des territoires. La grande différence avec l'humain, c'est que ce dernier le fait aussi pour produire des biens, fabriquer des outils ou des habitations... Les humains ne peuvent tout simplement pas survivre s'ils ne collaborent pas, et pour cela ils doivent former de larges alliances durables. Même si la politique n'est pas le propre de l'homme, c'est en ce sens qu'il en existe une spécifiquement humaine.

Chez le chimpanzé comme chez l'humain, ces comportements relèvent de la « psychologie coalitionnelle », qui régit la façon dont se forment des groupes. On a beau se croire très intelligents, on se comporte souvent comme des animaux. Cela se vérifie même scientifiquement, comme le montre l'expérience suivante. Des chercheurs ont présenté à un groupe de personnes des idées inventées de toutes pièces, par exemple sur le financement de la santé, l'écologie ou l'éducation... Eh bien, les personnes testées ont tendance à approuver ces idées si on leur dit qu'elles émanent du parti politique dont elles sont proches... et à les désapprouver si on leur dit qu'elles proviennent du parti adverse. Conclusion : ce n'est pas de la réflexion, mais de l'esprit de meute.

C'est ce qui explique aussi l'existence de « paquets de croyances ». Ainsi, aux États-Unis, la frange la plus réactionnaire est à la fois contre l'avortement, climatocéptique et pour le port d'armes... L'important est de faire partie du camp, de gauche comme de droite, et tant pis si cela mène à des contradictions, comme le souligne Pascal Boyer, par exemple au sujet des progressistes américains : « [Ils] rejettent les stéréotypes sur les minorités ethniques, mais dépeignent volontiers les « petits Blancs » du Sud comme des racistes ignares. »

Cet esprit partisan permet aussi de comprendre pourquoi les partis politiques parviennent à changer de bord sans trop en pâtir. Ainsi, les partis de gauche, américains autant qu'euro-péens, se définissaient autrefois comme les représentants des classes populaires, mais « à partir des années 1990, ces partis se sont tournés vers de nouveaux groupes, en par-



L'HUMAIN, un animal politique



ANTONIO FISCHETTI

Pascal Boyer dans son livre *L'Impossible Démocratie. Comment nos instincts façonnent et déforment l'idéal politique*. Il est important de comprendre ces instincts pour mieux s'en débarrasser.

On croit que nos idées politiques sont le fruit de notre réflexion. Mais elles résultent souvent de mécanismes biologiques ancestraux qui nous échappent. C'est ce que détaille l'anthropologue



ticulier des groupes fondés sur l'identité, comme les femmes, les groupes ethniques et les minorités sexuelles ». Et pourtant, « malgré l'abandon des préoccupations de classe au profit des préoccupations identitaires, les partis politiques de gauche ont conservé la plupart de leurs militants, de leurs responsables politiques et une partie de leur base électorale ». Peu importent les idées, du moment qu'on fait partie de la même équipe ! La psychologie ancestrale pousse davantage à la coalition grégaire et émotionnelle qu'à la pensée rationnelle.

L'anthropologie cognitive peut aussi expliquer les déceptions politiques. Jusqu'à il y a dix mille ans environ, nos ancêtres vivaient en petits groupes dans lesquels tout le monde se connaissait. Nous cohabitons aujourd'hui dans d'immenses sociétés... Mais notre pensée obéit aux mêmes mécanismes qu'au paléolithique. Notre psychologie ayant été façonnée dans le cadre d'une société à échelle humaine, on s'attend encore à ce que les décisions politiques aient un impact direct dans notre vie. Ce qui n'est évidemment plus le cas au 21^e millénaire. D'où, pour Pascal Boyer, ce « décalage entre notre psychologie politique et le fonctionnement des États modernes », qui conduit beaucoup de gens à se détourner d'une politique déconnectée de leur quotidien.

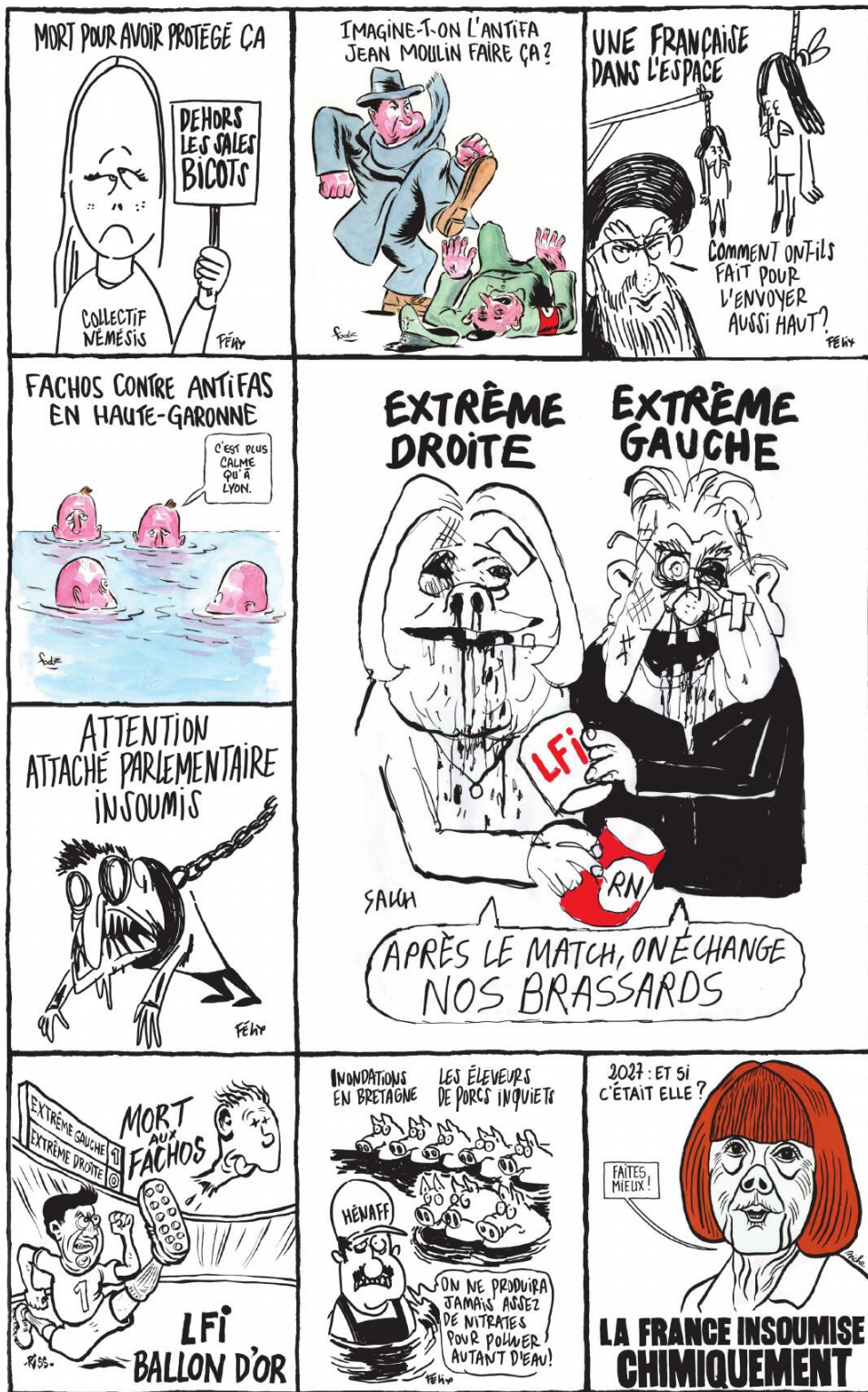
Cette grille d'interprétation évolutionniste peut aussi expliquer le rejet des migrants. Pascal Boyer estime que ce comportement relève de la « psychologie de la coopération » qui a, elle aussi, des bases ancestrales. Chez nos lointains ancêtres, tous les membres du groupe pouvaient bénéficier d'avantages qu'ils avaient contribué, d'une façon ou d'une autre, à mettre en place. Il n'en va pas de même dans une grande société prospère, dont les membres peuvent considérer les nouveaux venus comme « des tricheurs qui profitent de notre système, mais n'y ont pas contribué ». La faute, là encore, à un logiciel de pensée archaïque.

Choisir un dirigeant peut aussi être davantage une affaire de biologie que de réflexion. C'est le cas lorsque ce choix se fait non pas sur les idées, mais sur des paramètres aussi cons que la voix ou la forme du visage. Par exemple, dans un contexte de guerre, des études ont montré que les électeurs ont tendance à être séduits par des visages perçus comme « dominants ». C'est, toujours selon Pascal Boyer, ce qui s'est produit lors de l'invasion de la Crimée par la Russie, en 2014 : « Les Ukrainiens des régions proches des zones de combat étaient plus susceptibles que les Ukrainiens de l'arrière de préférer des visages très dominants pour leurs chefs potentiels. »

Mais attention à ne pas se méprendre : l'existence de fondements biologiques de la politique n'implique pas qu'ils soient figés et qu'il faille s'y soumettre. Bien au contraire. La nature humaine peut aussi bien prédisposer à l'autoritarisme qu'à l'altruisme, et Pascal Boyer tient à préciser que « les dispositions naturelles de l'homme ne sont pas la cause de comportements invariables. Au contraire, elles produisent des réponses diverses et adaptées aux circonstances ». En politique comme dans tous les domaines, s'il est important de décrypter nos vieux instincts, c'est pour mieux s'en débarrasser. ●

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Parité

Le nom de Bill Clinton apparaît plus de 2000 fois dans les documents Epstein. Et pas une seule fois celui d'Hillary Clinton.

Autant en emporte le vent

L'ICE sera bien présente pour le Mondial de foot aux États-Unis. Ils enverront des bananes sur les joueurs africains pour les arrêter et les renvoyer dans leur pays.

Effet de manches

Un célèbre avocat confond un camp de Gitans avec un club libertin et fait des propositions sexuelles à des mineurs. Il n'avait pas, comme Epstein, les moyens de se payer une île.

Soupe à l'oignon

Le nombre de mariages en France est à son plus haut niveau depuis plus de vingt ans. Comme les féminicides.

Chez Gégène

38 % des Français jugent acceptable le recours à la torture. Avant l'apparition de CNews, ils n'étaient que 2 %.

Cro-Magnon

De plus en plus d'élèves ne savent pas lire l'heure sur une montre à aiguilles. Et la majorité ne sait plus faire du feu avec un silex.

Guerre éclair

L'armée russe avance en Ukraine de 15 à 70 m par jour lors de ses offensives les plus importantes. Encore deux mille ans et elle atteindra la ligne Maginot.

D'Folamour

Poutine soutient une entreprise qui souhaite transformer des pigeons en drones grâce à des implants. Comme il l'a déjà fait avec son peuple.

Je me voyais déjà

Éric Ciotti assure n'avoir aucune autre ambition que de devenir maire de Nice. La marche n'est-elle pas un peu haute ?

What else ?

Selon une étude de Harvard, trois tasses de café ou de thé par jour pourraient réduire le risque de démence. Il n'y a plus que Nescafé qui fait des dons à Harvard.

Cul de plomb

Au collège, 1 élève sur 5 incapable de courir plus de trois minutes. Pas étonnant qu'ils se fassent rattraper par des pédophiles.

On t'encule

58 % des Français ont une mauvaise opinion de l'Olympique de Marseille. Par contre, 100 % des Français ont une bonne opinion de la DZ Mafia.

Ressenti

Suicide de trois sœurs indiennes après la confiscation de leurs portables. Elles n'ont pas supporté d'être excisées de leurs smartphones.